

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43383]

## 22 JUIN 2023. — Décret relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

## TITRE 1 — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

**Article 1<sup>er</sup>.** - Le présent décret s'applique aux écoles d'enseignement secondaire ordinaire qui organisent la section de qualification :

- 1° soit en plein exercice ;
- 2° soit en alternance ;
- 3° soit en plein exercice et en alternance.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le titre 4 ne s'applique pas :

1° aux options de base groupées organisées en 7<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire de plein exercice et/ou en alternance ;

2° aux options de base groupées organisées uniquement dans l'enseignement secondaire en alternance.

**Art. 2.** Dans le présent décret, il faut entendre par :

1° « Bassins enseignement qualifiant - formation - emploi » : les instances bassins créées par l'article 3 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins enseignement qualifiant - formation - emploi ;

2° « Caractère » : l'ensemble formé par les écoles, suivant la classification suivante :

a) le caractère non confessionnel, regroupant :

- i. les écoles organisées par la Communauté française ou par Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
- ii. les écoles officielles subventionnées par la Communauté française ;
- iii. les écoles libres non confessionnelles subventionnées par la Communauté française ;

b) le caractère confessionnel, regroupant les écoles libres confessionnelles subventionnées par la Communauté française ;

3° « CEFA » : le(s) Centre(s) d'éducation et de formation en alternance, tel(s) que défini(s) par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;

4° « Chambres Enseignement » : les instances dont le nombre, la composition, les missions et les modalités essentielles de fonctionnement sont définies dans le titre 5 ;

5° « Code » : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

6° « Conseil général de l'enseignement secondaire » : le Conseil défini à l'article 1.3.1-1, 16°, du Code ;

7° « Conseils de zone » : le Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel et le Conseil de zone de l'enseignement confessionnel créés dans chaque zone, en exécution de l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;

8° « Directrice et Directeur de zone » : le membre du personnel défini à l'article 1.3.1-1, 22°, du Code ;

9° « Densité de population » : la densité de population établie par l'Institut national de Statistique pour chaque commune ;

10° « École » : l'établissement d'enseignement composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur et organisé par un pouvoir organisateur, pour autant qu'il relève du champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup> ;

11° « Élève régulièrement inscrit » : l'élève tel que défini à l'article 1.3.1-1, 30°, du Code ;

12° « Enseignement secondaire qualifiant » : l'enseignement comprenant les sections visées à l'article 1<sup>er</sup> ;

13° « Fédération de pouvoirs organisateurs » : l'organe défini à l'article 1.3.1-1, 38°, du Code ;

14° « Fonction critique » : l'un des métiers que l'Office wallon de la formation et de l'emploi (FOREM) ou l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ACTIRIS) a respectivement identifié comme étant un métier pour lequel des difficultés de recrutement sont observées en raison de facteurs d'ordre quantitatif de type structurel, à savoir un manque de candidates ou de candidats pour un métier déterminé qui est apparu en tension de recrutement à plusieurs reprises au cours des cinq dernières années ;

15° « Implantation » : la partie d'un établissement d'enseignement secondaire reconnue par le Gouvernement en application de l'article 2, 1°, b), du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ;

16° « Jours ouvrables scolaires » : les jours définis à l'article 1.3.1-1, 42°, du Code ;

17° « Métiers prioritaires » : les métiers identifiés dans le cadre des thématiques communes par les instances bassin enseignement qualifiant - formation - emploi sur la base de la liste des métiers en pénurie, en tension ou émergents en application de l'article 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins enseignement qualifiant - formation - emploi ;

18° « Ministre » : la ou le ministre visé à l'article 1.3.1-1, 43°, du Code ;

19° « Normes de création » : les normes de création visées à l'article 8 ;

20° « Normes de maintien » : les normes de maintien visées à l'article 23 ;

- 21° « Option de base groupée » : l'option dont l'organisation est autorisée conformément à l'article 5 ;
- 22° « Option de base groupée TC-FC » : l'option de base groupée reprise dans la liste établie annuellement par le Gouvernement, pour chaque zone, qui relie cumulativement la liste des thématiques communes et les fonctions critiques ;
- 23° « Organes locaux de concertation sociale » : les instances définies à l'article 1.3.1-1, 44°, du Code ;
- 24° « Outil d'aide à la décision » : l'outil visée à l'article 6 ;
- 25° « Pouvoir organisateur » : la personne morale définie à l'article 1.3.1-1, 46°, du Code ;
- 26° « Profil de certification » : le profil de certification défini à l'article 1.3.1-1, 47°, du Code ;
- 27° « Profil de formation » : le profil de formation défini à l'article 1.3.1-1, 48°, du Code ;
- 28° « Réseau » : réseau d'enseignement regroupant des écoles telles que définies par le Code, suivant la classification suivante :
- a) les écoles organisées par la Communauté française ou par Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
  - b) les écoles officielles, sauf celles organisées par la Communauté française ou par Wallonie Bruxelles Enseignement ;
  - c) les écoles libres confessionnelles subventionnées par la Communauté française ;
  - d) les écoles libres non confessionnelles subventionnées par la Communauté française ;
- 29° « Secteur d'activités » : l'un des secteurs visés par l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;
- 30° « Thématique commune » : thématique commune d'un bassin enseignement qualifiant - formation - emploi, telle que définie à l'article 11 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins enseignement qualifiant - formation emploi. Le Gouvernement fixe la correspondance des métiers identifiés dans les thématiques communes avec les options de base groupées ;
- 31° « Wallonie-Bruxelles Enseignement » : l'organe défini à l'article 1.3.1-1, 62°, du Code ;
- 32° « Zones » : les zones définies à l'article 1.3.1-1, 63°, du Code.

## TITRE 2 — DE LA GOUVERNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION ET LA FERMETURE D'OPTIONS DE BASE GROUPÉES

### CHAPITRE 1 — De la finalité et des acteurs de la gouvernance

**Art. 3.** La gouvernance relative à la programmation et la fermeture d'options de base groupées recouvre les dispositions et processus qui visent, sur la base des propositions des écoles :

- 1° à favoriser une offre d'options liée aux besoins socio-économiques identifiés ;
- 2° à renforcer la cohérence de l'offre d'options organisées par les écoles au regard des secteurs d'activités ;
- 3° à optimiser le déploiement géographique de l'offre d'options au sein d'une même zone.

**Art. 4.** Le Gouvernement statue en matière de programmation d'options de base groupées dans les écoles, de plein exercice et en alternance, organisant de l'enseignement secondaire qualifiant, sauf les exceptions prévues aux articles 21 et 27.

La gouvernance relative à la programmation d'options de base groupées repose sur l'intervention des acteurs suivants :

- 1° le Gouvernement et ses services ;
- 2° les écoles, par l'intermédiaire de leurs pouvoirs organisateurs et directions ;
- 3° les trois instances d'avis suivantes :
  - a) les Conseils de zone ;
  - b) les chambres Enseignement ;
  - c) le Conseil général de l'enseignement secondaire.

### CHAPITRE 2 — Du répertoire des options de base groupées et de l'outil d'aide à la décision

**Art. 5.** Le Parlement fixe et actualise les options de base groupées qui peuvent être organisées dans l'enseignement secondaire qualifiant ordinaire.

Les options de base groupées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont fixées sous la forme d'une liste dans un répertoire.

Ce répertoire reprend au moins :

- 1° l'intitulé des options de base groupées ;
- 2° le cas échéant, l'intitulé du ou des profils de formation lié à chaque profil de certification ;
- 3° le cas échéant, les conditions d'admission dans l'option de base groupée ;
- 4° la forme d'enseignement secondaire qualifiant dans laquelle l'option de base groupée peut être organisée ;
- 5° l'historique de l'option de base groupée.

Après avoir reçu l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, le Gouvernement veille à l'actualisation de ce répertoire et soumet un projet de décret au Parlement. Une actualisation est initiée annuellement pour autant que ce soit nécessaire.

**Art. 6.** Pour le 1<sup>er</sup> février de chaque année au plus tard, les services du Gouvernement mettent à la disposition des écoles qui organisent de l'enseignement secondaire qualifiant, par l'intermédiaire d'une application numérique, un outil d'aide à la décision spécifique par zone qui comprend les rubriques suivantes :

1° une contextualisation zonale : cette rubrique présente le contexte géographique et les spécificités de la zone en matière d'organisation et de fréquentation des options de base groupées, en lien avec les besoins socio-économiques identifiés par les thématiques communes et les fonctions critiques ;

2° un tableau d'indicateurs : ce tableau liste les options de base groupées organisées et organisables dans la zone et précise, par option de base groupée :

a) des données anonymes agrégées relatives à la fréquentation (nombre d'élèves) et à l'organisation par caractère (nombre d'occurrences) sur la zone ;

b) le lien avec les thématiques communes et les fonctions critiques ;

c) les normes de création ;

3° une cartographie interactive : cette cartographie permet de situer, par implantation et selon le caractère, les options de base groupées déjà organisées au sein de la zone et de prendre connaissance de la localisation des centres de technologies avancées, des centres de compétence et/ou des centres de référence professionnelle. Cette cartographie renseigne, pour une implantation donnée, la densité de population dans la commune où elle est située et les implantations qui organisent la même option de base groupée dans un rayon de 10 kilomètres mesurés à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété.

Cet outil est accessible pour le pouvoir organisateur et la direction des écoles qui organisent de l'enseignement secondaire qualifiant ainsi que pour les fédérations de pouvoirs organisateurs qui représentent ces écoles.

L'outil d'aide à la décision doit permettre aux écoles de chaque zone d'analyser la situation de l'offre d'enseignement secondaire qualifiant dans la zone en lien avec les besoins socio-économiques du bassin enseignement qualifiant - formation - emploi, tels qu'ils sont établis dans ses thématiques communes et dans les fonctions critiques identifiés par l'Office wallon de la formation et de l'emploi ou l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

Les services du Gouvernement communiquent la contextualisation zonale et le tableau d'indicateurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> :

1° aux Conseils de zone ;

2° aux chambres Enseignement ;

3° au Conseil général de l'enseignement secondaire.

### TITRE 3 — DE LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE OFFRE D'OPTION DE BASE GROUPÉE

#### CHAPITRE 1 — *Disposition générale*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La création d'une nouvelle offre d'option de base groupée définie dans le présent titre concerne uniquement les options de base groupées organisables aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire qualifiant :

1° soit dans l'enseignement de plein exercice uniquement ;

2° soit à la fois dans l'enseignement en plein exercice et dans l'enseignement en alternance ;

3° soit dans l'enseignement en alternance uniquement.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser la création d'une nouvelle offre d'option de base groupée en application :

1° de la procédure de programmation ordinaire visée au chapitre 3, section 1 ;

2° de la procédure d'appel d'offres visée au chapitre 3, section 2.

Le pouvoir organisateur peut obtenir le dédoublement en alternance d'une option de base groupée en application de la procédure visée au chapitre 3, section 3.

#### CHAPITRE 2 — *Des normes de création*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les normes de création pour l'organisation dans une implantation d'une option de base groupée organisable dans l'enseignement de plein exercice ou la fois en plein exercice et en alternance sont fixées de la manière suivante :

1° pour la création d'une option de base groupée en 3<sup>e</sup> année : aucune norme de création n'est exigée ;

2° pour la création d'une option de base groupée organisable en trois années à partir de la 4<sup>e</sup> année :

a) pour une option de base groupée TC-FC : dix élèves au minimum en 4<sup>e</sup> année ;

b) pour une option de base groupée non TC-FC : douze élèves au minimum en 4<sup>e</sup> année ;

3° pour la création d'une option de base groupée en 7<sup>e</sup> technique de qualification visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 TQ) ou en 7<sup>e</sup> professionnelle visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même arrêté royal (7 PB) :

a) pour une option de base groupée : dix élèves au minimum ;

b) pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options : huit élèves au minimum ;

c) pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options : cinq élèves au minimum ;

d) pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options : deux élèves au minimum ;

4° pour la création d'une option de base groupée en 7<sup>e</sup> année professionnelle visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PB), pour une option de base groupée qui est créée pour compléter une offre de formation déjà organisée en 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années dans l'école ou pour une option de base groupée qui fait l'objet d'une thématique commune correspondant à l'implantation dans laquelle est organisée l'option de base groupée :

a) pour une option de base groupée : huit élèves au minimum ;

b) pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options : six élèves au minimum ;

c) pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options : quatre élèves au minimum ;

d) pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options : un élève au minimum.

Les normes de création pour l'organisation dans une implantation d'une option de base groupée organisable, aux deuxième et troisième degrés, dans l'enseignement en alternance uniquement sont fixées de la manière suivante :

1° pour une option de base groupée organisée en trois années à partir de la 4e année : huit élèves au minimum en 4e année ;

2° pour une option de base groupée organisée en trois années à partir de la 4e année et qui fait l'objet d'une thématique commune : six élèves au minimum en 4e année ;

3° pour une option de base groupée organisée en 7e technique de qualification visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 TQ) ou en 7e professionnelle visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5°, du même arrêté royal (7 PB) :

a) pour une option de base groupée : cinq élèves au minimum ;

b) pour l'option de base groupée dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options : trois élèves au minimum ;

c) pour l'option de base groupée dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options : un élève au minimum.

Le présent article ne s'applique pas aux options de base groupées de 7e année qui figurent au répertoire des options de base groupées et qui y sont mentionnées précédées des lettres SN (sans normes).

§ 2. Pour l'application des normes de création définies au présent article, sont pris en considération les élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année au cours de laquelle l'autorisation de créer l'option de base groupée est mise en œuvre.

Aucune dérogation n'est accordée pour la création d'options de base groupées qui ne respectent pas les normes de création visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, sauf les cas visés à la section 2 du chapitre 3.

### CHAPITRE 3 — Des procédures permettant de créer une nouvelle offre d'option de base groupée

#### Section 1 — De la procédure de programmation ordinaire

**Art. 9.** Un pouvoir organisateur peut créer dans l'enseignement de plein exercice, en alternance ou de plein exercice et en alternance, au sein d'une des implantations qu'il organise, une option de base groupée si elle atteint la norme de création visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, au sein de l'implantation concernée par la création.

Afin d'établir sa demande de programmation pour une ou plusieurs options de base groupées, le pouvoir organisateur prend notamment en compte :

1° l'outil d'aide à la décision ;

2° l'avis de l'organe local de concertation sociale.

Pour le 15 mars au plus tard, les pouvoirs organisateurs communiquent aux services du Gouvernement leurs demandes de programmation d'options de base groupées, en identifiant l'implantation concernée, par l'intermédiaire de l'outil numérique mis à disposition par les services du Gouvernement. Toute demande introduite après le 15 mars n'est pas prise en compte.

**Art. 10.** Les services du Gouvernement établissent une recommandation sur les demandes de programmation d'options de base groupées introduites par les pouvoirs organisateurs.

Cette recommandation est déclinée par zone et concerne les options de base groupées visées par une demande de programmation. La recommandation est établie en cohérence avec les données résultant de l'outil d'aide à la décision.

**Art. 11.** Les services du Gouvernement communiquent, pour avis, les demandes de programmation et la recommandation visée à l'article 10 aux Conseils de zone compétents. Cette communication intervient pour le 15 mai au plus tard.

Le Gouvernement fixe le modèle d'avis.

Sur la base des éléments communiqués en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, chacun des Conseils de zone compétents émet un avis motivé, favorable ou défavorable, sur les demandes de programmation d'options de base groupées émanant des écoles pour lesquelles il est compétent. L'avis de chaque Conseil de zone est émis après avoir organisé la concertation prévue par l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

L'avis des Conseils de zone est motivé par implantation et par option de base groupée au regard des quatre critères d'appréciation suivants :

1° la cohérence de l'offre qualifiante de l'école en fonction des secteurs d'activité qu'elle organise ;

2° l'équilibre par caractère des occurrences de l'option de base groupée organisées au sein de la zone concernée ;

3° la répartition géographique au niveau de la zone ;

4° l'accessibilité de l'implantation et/ou l'existence d'un internat.

Les avis des deux Conseils de zone de chaque zone sont communiqués au secrétariat de chaque chambre Enseignement et aux services du Gouvernement. Cette communication intervient pour le 15 juin au plus tard.

**Art. 12.** Les services du Gouvernement communiquent, pour avis, au secrétariat de chaque chambre Enseignement pour le 16 juin au plus tard les éléments suivants :

1° les demandes de programmation ;

2° la recommandation visée à l'article 10 ;

3° les avis des Conseils de zone qui portent sur les demandes de programmation.

Le Gouvernement fixe le modèle d'avis.

Sur la base des éléments communiqués en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, chaque chambre Enseignement émet un avis motivé, favorable ou défavorable, sur les demandes de programmation d'options de base groupées émanant des écoles pour lesquelles elle est compétente.

L'avis de la chambre Enseignement est motivé par implantation et par option de base groupée au regard des quatre critères d'appréciation suivants :

1° la cohérence de l'offre qualifiante de l'école en fonction des secteurs d'activité qu'elle organise ;

- 2° l'équilibre par caractère des occurrences de l'option de base groupée organisées au sein de la zone concernée ;
- 3° la répartition géographique au niveau de la zone ;
- 4° l'accessibilité de l'implantation et/ou l'existence d'un internat.

Cet avis précise la manière dont il est répondu à la recommandation visée à l'article 10.

L'avis de chaque chambre Enseignement est communiqué aux services du Gouvernement pour le 30 septembre au plus tard.

**Art. 13.** Après avoir reçu les avis visés aux articles 11 et 12, les services du Gouvernement élaborent une proposition de décision motivée sur les demandes de programmation des écoles.

Les services du Gouvernement communiquent au Conseil général de l'enseignement secondaire pour le 15 novembre au plus tard les éléments suivants :

- 1° la proposition de décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les questions ciblées y relatives ;
- 2° les demandes de programmation des écoles ;
- 3° les avis des Conseils de zone et des chambres Enseignement.

En réponse aux questions des services du Gouvernement, le Conseil général de l'enseignement secondaire rend son avis pour le 15 décembre au plus tard.

**Art. 14.** Les services du Gouvernement soumettent au Gouvernement, pour le 15 janvier au plus tard, la proposition de décision motivée relative aux demandes de programmation des écoles, ainsi que les avis des Conseils de zone, les avis des chambres Enseignement et l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire.

Chaque année, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars, le Gouvernement rend sa décision et arrête la liste des implantations dans lesquelles il autorise la création d'une ou plusieurs nouvelles options de base groupées dans le cadre d'une procédure de programmation ordinaire.

Le pouvoir organisateur bénéficiaire de l'autorisation visée à l'alinéa 2 peut la mettre en œuvre soit à la rentrée scolaire immédiatement consécutive à l'autorisation, soit à la rentrée scolaire suivante. La création d'une option de base groupée s'effectue graduellement par année d'études dès la première année scolaire de mise en œuvre de l'autorisation et au cours des années scolaires suivantes jusqu'à ce que l'option de base groupée couvre l'ensemble des années d'études concernées.

#### Section 2 — De la procédure par voie d'appel d'offres

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut lancer un appel d'offres pour créer ou augmenter l'offre proposée au sein d'une zone, sur la base d'une analyse des besoins économiques et sociaux de la zone, pour une option de base groupée :

1° soit lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

- a) l'option de base groupée concernée correspond à un métier prioritaire au sein d'une zone ;
- b) l'offre pour l'option de base groupée concernée est inexistante ou insuffisante dans ladite zone ;
- c) aucune école de ladite zone n'a créé l'option de base groupée concernée au cours des deux années scolaires précédant l'appel d'offres ;

2° soit lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

- a) l'option de base groupée concernée ne correspond pas à un métier prioritaire au sein d'une zone ;
- b) l'offre pour l'option de base groupée concernée est inexistante dans ladite zone ;
- c) aucune école de ladite zone n'a créé l'option de base groupée concernée au cours des deux années scolaires précédant l'appel d'offres.

Le Gouvernement peut également lancer un appel d'offres lorsqu'une nouvelle option de base groupée est créée au sein du répertoire visé à l'article 5.

§ 2. Lorsque les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont remplies, le Gouvernement peut lancer pour le 15 janvier au plus tard un appel d'offres par option de base groupée à destination des écoles.

Le Gouvernement établit un document d'appel d'offres par option de base groupée et pour une ou plusieurs zones. Lorsque l'appel d'offres est lancé dans l'hypothèse visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut prévoir dans ce document :

1° une dérogation aux normes de création ;

2° un ou plusieurs des incitants suivants :

- a) un accès prioritaire au fonds d'équipement, tel que défini par le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées ;
- b) un support des services du Gouvernement dans la recherche de places de stage ;
- c) en fonction des moyens budgétaires disponibles, l'octroi de périodes complémentaires pour l'organisation de l'option de base groupée, allant de minimum 3 à maximum 26 périodes ;

3° les critères de sélection applicables si plusieurs écoles répondent à l'appel d'offres et la pondération entre les critères.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, les critères de sélection sont en lien avec au moins les critères d'appréciation suivants :

- 1° la cohérence de l'offre qualifiante de l'école en fonction des secteurs d'activité qu'elle organise ;
- 2° l'équilibre par caractère des occurrences de l'option de base groupée organisées au sein de la zone concernée ;
- 3° la répartition géographique au niveau de la zone ;
- 4° l'accessibilité de l'implantation et/ou l'existence d'un internat ;
- 5° les équipements dont dispose l'école.

**Art. 16.** En réponse à l'appel d'offres visé à l'article 15, § 2, les pouvoirs organisateurs déposent, après avoir pris l'avis de leur organe local de concertation sociale, une offre en identifiant l'implantation concernée pour le 15 mars au plus tard.

Toute offre introduite par un pouvoir organisateur après cette date n'est pas prise en compte.

**Art. 17.** Si une seule offre recevable est déposée à la suite d'un appel d'offres, les services du Gouvernement soumettent au Gouvernement la proposition de décision.

Le Gouvernement rend sa décision portant sur la création de nouvelles options de base groupées à la suite de l'appel d'offres concerné pour le 30 avril au plus tard. En cas de décision positive, le Gouvernement reprend cette autorisation dans la liste arrêtée en application de l'article 18, § 5, alinéa 2.

Le pouvoir organisateur bénéficiaire d'une autorisation peut la mettre en œuvre soit à la rentrée scolaire immédiatement consécutive à l'autorisation, soit à la rentrée scolaire suivante. La création d'une option de base groupée s'effectue graduellement par année d'études dès la première année scolaire de mise en œuvre de l'autorisation et au cours des années scolaires suivantes jusqu'à ce que l'option de base groupée couvre l'ensemble des années d'études concernées.

Lorsque le Gouvernement autorise la création d'une nouvelle option de base groupée, l'offre déposée est transmise par les services du Gouvernement, pour information, aux Conseils de zone compétents et à la chambre Enseignement concernés ainsi qu'au Conseil général de l'enseignement secondaire.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Si plusieurs offres recevables sont déposées à la suite d'un appel d'offres, le Gouvernement identifie les implantations qui sont autorisées à créer une nouvelle option de base groupée visée par l'appel d'offres après avoir recueilli successivement les avis :

- 1° des Conseils de zone compétents ;
- 2° des chambres Enseignement compétentes ;
- 3° du Conseil général de l'enseignement secondaire.

§ 2. Pour chaque appel d'offres, les services du Gouvernement communiquent, pour avis, les offres recevables aux Conseils de zone compétents. Cette communication intervient pour le 15 mai au plus tard.

Le Gouvernement fixe le modèle d'avis.

Chacun des Conseils de zone compétents émet un avis motivé, favorable ou défavorable, au regard des critères de sélection fixés dans le cahier des charges visé à l'article 15, § 2, sur les offres recevables émanant des écoles pour lesquelles il est compétent. L'avis des Conseils de zone est émis après avoir organisé la concertation prévue par l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

L'avis de chacun des Conseils de zone compétents est transmis au secrétariat de la chambre Enseignement concernée et aux services du Gouvernement pour le 15 juin au plus tard.

§ 3. Pour chaque appel d'offres, les services du Gouvernement communiquent, pour avis, au secrétariat de chaque chambre Enseignement compétente pour le 16 juin au plus tard les éléments suivants :

- 1° les offres recevables émanant des écoles ;
- 2° le ou les avis des Conseils de zone qui porte(nt) sur les offres des écoles.

Le Gouvernement fixe le modèle d'avis.

Chaque chambre Enseignement compétente émet un avis motivé, favorable ou défavorable, au regard des critères de sélection fixé dans le cahier des charges visé à l'article 15, § 2, sur les offres recevables émanant des écoles.

L'avis de chaque chambre Enseignement concernée est transmis pour le 30 septembre au plus tard aux services du Gouvernement.

§ 4. Après avoir reçu les avis visés aux paragraphes 2 et 3, les services du Gouvernement élaborent une proposition de décision relative aux offres des écoles.

Les services du Gouvernement communiquent au Conseil général de l'enseignement secondaire pour le 15 novembre au plus tard les éléments suivants :

- 1° la proposition de décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les questions ciblées y relatives ;
- 2° les offres recevables émanant des écoles ;
- 3° les avis du ou des conseil(s) de zone et de la ou des chambre(s) Enseignement.

Le Conseil général de l'enseignement secondaire rend son avis pour le 15 décembre au plus tard. Cet avis répond au moins aux questions ciblées des services du Gouvernement visées à l'alinéa 2, 1°.

§ 5. Les services du Gouvernement soumettent au Gouvernement, pour le 15 janvier au plus tard, la proposition de décision relative aux offres des écoles, ainsi que les avis des Conseils de zone, les avis des chambres Enseignement et l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire.

Chaque année, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars, le Gouvernement arrête la liste des implantations dans lesquelles il autorise la création d'une ou plusieurs nouvelles options de base groupées dans le cadre de la procédure d'appel d'offres.

Le pouvoir organisateur bénéficiaire de l'autorisation visée à l'alinéa 2 peut la mettre en œuvre soit à la rentrée scolaire immédiatement consécutive à l'autorisation, soit à la rentrée scolaire suivante. La création d'une option de base groupée s'effectue graduellement par année d'études, dès la première année scolaire de mise en œuvre de l'autorisation, et au cours des années scolaires suivantes jusqu'à ce que l'option de base groupée couvre l'ensemble des années d'études concernées.

*Section 3 — De la procédure de dédoublement en alternance d'une option de base groupée organisée en plein exercice*

**Art. 19.** Le pouvoir organisateur, qui organise une option de base groupée uniquement en plein exercice, peut en obtenir le dédoublement aux fins de l'organiser également en alternance au sein d'une de ses implantations, pour autant que les trois conditions cumulatives suivantes soient remplies :

- 1° l'école est une école siège ou coopérante d'un CEFA et a obtenu l'autorisation du Conseil de direction du CEFA pour le dédoublement ;
- 2° l'option de base groupée ne fait pas l'objet, en plein exercice, d'une fermeture imposée conformément à la procédure organisée aux articles 24 et suivants ;
- 3° l'école communique son projet de dédoublement pour le 15 mars au plus tard, tout projet introduit après le 15 mars n'étant pas pris en compte.

**Art. 20.** Tout projet de dédoublement au sens de l'article 19 est communiqué par les services du Gouvernement, pour information, aux Conseils de zone et à la chambre Enseignement concernés, ainsi qu'au Conseil général de l'enseignement secondaire, dans le respect du calendrier suivi pour les demandes de programmation ordinaire dans le cadre de la procédure organisée à la section 1.

**Art. 21.** À moins que les services du Gouvernement constatent que les conditions visées à l'article 19 ne sont pas rencontrées, le projet de dédoublement est réputé autorisé au plus tard le 15 mai suivant son introduction, et peut être mis en œuvre à la rentrée scolaire immédiatement consécutive à l'autorisation.

#### TITRE 4 — DE LA FERMETURE D'OPTIONS DE BASE GROUPÉES

##### CHAPITRE 1 — Disposition générale

**Art. 22.** Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la procédure de fermeture d'options de base groupées définie dans le présent titre concerne uniquement les options de base groupées organisées en plein exercice ou à la fois en plein exercice et en alternance, en 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années de l'enseignement secondaire qualifiant.

##### CHAPITRE 2 — Des normes de maintien

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les normes de maintien pour l'organisation d'une option de base groupée dans une implantation sont fixées de la manière suivante :

Densité de population de la commune où est située l'implantation organisant l'option de base groupée	Moins de 125 habitants/km <sup>2</sup>	Entre 125 et 249 habitants au km <sup>2</sup>	Au moins 250 habitants au km <sup>2</sup>
Nombre minimum d'élèves en moyenne par année d'études (en 5 <sup>e</sup> et en 6 <sup>e</sup> années) au sein de l'option de base groupée	8	9	10

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les services du Gouvernement se réfèrent à la densité de population relative à la commune où est située l'implantation organisant l'option de base groupée concernée. Les services du Gouvernement se réfèrent à la même densité de population pendant une période de trois années scolaires consécutives et établie au 1<sup>er</sup> janvier de l'année scolaire qui précède le début de cette période. La première période couvre les années scolaires 2023-2024 à 2025-2026 pour laquelle la densité de population à appliquer est établie au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les normes de maintien sont calculées :

1° lorsqu'une option de base groupée est créée en 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années ;

2° en prenant en compte les élèves régulièrement inscrits en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années au 15 janvier.

§ 2. Les options de base groupées organisées dans une implantation qui répondent à l'une des exceptions suivantes ne sont pas soumises aux normes de maintien visées au paragraphe 1<sup>er</sup> :

1° être une option de base groupée TC-FC ;

2° être la seule option de base groupée organisée pour le caractère dans la zone ;

3° être une option de base groupée répondant aux conditions cumulatives suivantes :

a) être organisée dans une implantation située au sein d'une commune dont la densité de population est inférieure à 250 habitants/km<sup>2</sup> ;

b) être organisée dans une implantation qui est située à plus de 10 kilomètres de toute autre implantation organisant la même option. Les distances sont mesurées à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, si plusieurs options de base groupées doivent être départagées, seule l'option de base groupée qui compte en moyenne le plus d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier sur les deux années scolaires précédentes est maintenue. Cette moyenne est arrondie à la deuxième décimale.

##### CHAPITRE 3 — Des procédures de fermeture d'options de base groupées

###### Section 1 — De la fermeture imposée

**Art. 24.** Les services du Gouvernement informent le pouvoir organisateur de l'école dont l'option de base groupée n'atteint pas, pour la première fois, au 15 janvier, la norme de maintien qui lui est applicable que cette option de base groupée est classée en « risque de fermeture 1 » pour l'année scolaire en cours.

Les services du Gouvernement informent le pouvoir organisateur de l'école dont l'option de base groupée est classée en « risque de fermeture 1 » et qui n'atteint pas, pour la deuxième fois consécutive, au 15 janvier, la norme de maintien qui lui est applicable que cette option de base groupée est classée en « risque de fermeture 2 » pour l'année scolaire en cours.

L'information visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 est communiquée, pour le 31 mars au plus tard, par l'intermédiaire de l'outil numérique mis à disposition par les services du Gouvernement.

Les services du Gouvernement transmettent pour le 15 mai au plus tard la liste des options de base groupées classées en « risque de fermeture 1 » aux Conseils de zone compétents et aux chambres Enseignement compétentes.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Une option de base groupée qui n'atteint pas la norme de maintien qui lui est applicable et qui, est classée en « risque de fermeture 2 » au 15 janvier conformément à l'article 24 est fermée à partir du premier jour de l'année scolaire suivante.

Toutefois, lorsqu'une option de base groupée est organisée à la fois en plein exercice et en alternance, l'option peut être maintenue uniquement en alternance si les deux conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

1° le pouvoir organisateur en fait la demande ;

2° l'option de base groupée atteint la norme de maintien fixée pour l'organisation uniquement en alternance.

Les services du Gouvernement informent, pour le 15 mai au plus tard, le pouvoir organisateur concerné par la fermeture imposée d'une ou plusieurs option(s) de base groupée(s). La fermeture d'une option de base groupée s'effectue graduellement par année d'études.

Toutefois, si une option de base groupée concernée par une fermeture imposée atteint la norme de maintien visée à l'article 23 après le 15 mai, l'organisation de cette option peut être poursuivie l'année scolaire suivante. De même, si une option de base groupée n'atteint plus la norme de maintien visée à l'article 23 après le 15 mai, l'organisation de cette option ne peut plus être poursuivie l'année scolaire suivante.

§ 2. Les services du Gouvernement transmettent, pour information, toute fermeture imposée d'une option de base groupée aux Conseils de zone compétents et à la chambre Enseignement concernés, ainsi qu'au Conseil général de l'enseignement secondaire.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, si les fermetures imposées aboutissent, au cours de la même année scolaire, à ce qu'une école ferme plus de 30% de ses options de base groupées, l'école peut maintenir la moitié des options de base groupées, arrondis à l'unité supérieure, qui n'atteignent pas la norme de maintien applicable pendant trois années scolaires consécutives au maximum. Cependant, les options de base groupées qui n'atteignent pas la moitié de la norme de maintien applicable, arrondie à l'unité supérieure, sont immédiatement fermées. Si le nombre de fermetures imposées n'est pas atteint, le pouvoir organisateur identifie, dans son plan de restructuration visé au paragraphe 3, les options de base groupées qu'il entend conserver et les options de base groupées qu'il entend fermer à la rentrée scolaire qui suit la communication du plan de restructuration.

La dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique uniquement aux écoles dont au moins 50% des élèves régulièrement inscrits en 4e, 5e et 6e années au 15 janvier sont scolarisés en 4e, 5e, et 6e années de l'enseignement secondaire qualifiant.

Si les fermetures imposées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont pour effet que l'école n'atteint pas les normes de maintien qui s'appliquent à son niveau, les services du Gouvernement en font le constat. Dans ce cas, la norme de rationalisation visée aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ne doit pas être respectée pendant les trois années scolaires suivant ce constat.

§ 2. Si une école est potentiellement concernée par la dérogation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur en est informé pour le 31 mars au plus tard, par l'intermédiaire de l'outil numérique mis à disposition par les services du Gouvernement.

Les services du Gouvernement confirment ensuite l'information aux pouvoirs organisateurs concernés pour le 15 mai au plus tard.

Les services du Gouvernement en informent également les Conseils de zone et les chambres Enseignement concernés, ainsi que le Conseil général de l'enseignement secondaire et le Gouvernement, dans le respect du calendrier visé à l'article 18.

Le pouvoir organisateur ne peut se prévaloir de la dérogation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, pour l'école concernée, qu'une seule fois sur une période de cinq années scolaires consécutives, à dater de l'information visée à l'alinéa 2.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui bénéficie de la dérogation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> est tenu d'élaborer un plan de restructuration de son offre d'enseignement secondaire qualifiant, en collaboration avec la chambre Enseignement concernée. Ce plan comprend différents types de mesures, dont obligatoirement la fermeture de certaines options de base groupées, dans l'objectif d'optimiser son processus de restructuration et d'atteindre le nombre de fermetures visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Ce plan fait l'objet d'un avis de la part l'organe local de concertation sociale.

Le Gouvernement fixe le modèle de plan de restructuration. Ce plan de restructuration est élaboré et communiqué au plus tard pour le 15 mars de la première année scolaire de dérogation aux services du Gouvernement, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement précise la manière dont le respect du plan visé au paragraphe 3 est contrôlé.

Si un pouvoir organisateur n'établit pas le plan de restructuration ou s'il ne le respecte pas, les services du Gouvernement lui adressent une mise en demeure par laquelle ils l'invitent dans un délai de trente jours ouvrables scolaires à dater de cette mise en demeure, à se conformer aux disposition(s) contrevenue(s) et à rétablir la légalité. Si, à l'échéance de ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires, le Gouvernement supprime le bénéfice de la dérogation prévue au présent article à dater de l'année scolaire suivante.

## Section 2 — De la fermeture d'initiative

**Art. 27.** Un pouvoir organisateur peut, après avoir pris l'avis de l'organe local de concertation sociale, fermer d'initiative, au sein de son école, tout degré, toute section, toute option de base groupée qu'il organise.

Dans ce cas, il informe les services du Gouvernement de sa décision de fermeture pour le 15 mars au plus tard. Cette décision est irréversible. Les services du Gouvernement en informent les Conseils de zone et les chambres Enseignement concernés, ainsi que le Conseil général de l'enseignement secondaire et le Gouvernement, dans le respect du calendrier visé à l'article 18.

Les pouvoirs organisateurs prennent en compte l'outil d'aide à la décision pour envisager une fermeture d'initiative d'une option de base groupée.

La fermeture d'une option de base groupée débute à la date marquant le début de l'année scolaire suivante et s'effectue graduellement par année d'études.

## TITRE 5 — DES CHAMBRES ENSEIGNEMENT

### CHAPITRE 1 — De la composition

**Art. 28.** Une chambre Enseignement est créée dans chaque bassin enseignement qualifiant - formation - emploi.

Le Gouvernement désigne les membres des chambres Enseignement.

Le secrétariat de chaque chambre Enseignement est assuré par les services du Gouvernement.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Chaque chambre Enseignement est composée des membres permanents suivants :

1° la directrice ou le directeur de zone, qui préside ;

2° la présidente ou le président, et la vice-présidente ou le vice-président de chacun des Conseils de zone de la zone et mandatés par ces derniers, représentants tous les réseaux représentés au sein du Conseil de zone, pour autant que ces réseaux représentent des écoles qui organisent de l'enseignement secondaire qualifiant dans la zone concernée ;

3° deux représentant.e.s par caractère issus des fédérations de pouvoirs organisateurs reconnues conformément au Code et de Wallonie-Bruxelles Enseignement, dans l'exercice de sa mission générale de représentation telle qu'elle lui est également reconnue par le Code ;



4° une représentante ou un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement ;

5° une représentante ou un représentant du Conseil zonal de l'alternance visé à l'article 5bis du décret organisant l'enseignement secondaire en alternance du 3 juillet 1991 ;

6° cinq représentant.e.s des organisations syndicales représentatives des membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

7° une représentante ou un représentant des services publics régionaux de l'emploi à savoir du FOREm pour les zones situées en Région wallonne ou d'Actiris pour la zone correspondant à la Région de Bruxelles-Capitale ;

8° trois membres, selon le cas de la chambre subrégionale de l'emploi et de la formation concernée ou de la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement, dont la présidente ou le président, une représentante ou un représentant des employeurs et une représentante ou un représentant des travailleuses et travailleurs ;

9° une représentante ou un représentant de chaque organisation représentative des parents et associations de parents d'élèves visée à l'article 1.6.6-1 du Code.

Chaque chambre Enseignement désigne trois vice-président.e.s :

1° deux vice-président.e.s, chacun.e représentant un caractère, parmi les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3° ;

2° une vice-présidente ou un vice-président parmi les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°.

Les membres permanents disposent d'une voix délibérative, à l'exception des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5°, 7° et 9°.

§ 2. Chaque chambre Enseignement est également composée des membres invités suivants :

1° deux représentant.e.s de l'enseignement spécialisé visé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

2° deux représentant.e.s de l'enseignement de promotion sociale visé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

3° la représentante ou le représentant d'une implantation située sur la zone concernée mais dont le réseau d'enseignement ne serait pas représenté dans le Conseil de zone ;

4° toute personne dont la chambre Enseignement estime l'expertise utile à ses délibérations.

Les membres invités disposent d'une voix consultative.

§ 3. Pour chaque membre de la chambre Enseignement, il est désigné un membre suppléant. Le suppléant du président ne siège pas en qualité de président.

**Art. 30.** Un Bureau est créé dans chaque chambre Enseignement.

Le Bureau aide à la préparation des travaux de la chambre Enseignement, dans le cadre de ses missions visées au chapitre 2.

Le Bureau est composé des membres de la chambre Enseignement suivants :

1° le membre visé à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1° ;

2° les trois vice-président.e.s visés à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

3° deux représentant.e.s de la catégorie visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3° ;

4° le membre visé à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 4° ;

5° deux représentant.e.s de la catégorie à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 6°.

## CHAPITRE 2 — Des missions

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Chaque chambre Enseignement a pour missions dans le cadre de la gouvernance de l'enseignement secondaire qualifiant :

1° de remettre un avis motivé sur les demandes de programmation d'options de base groupées des écoles conformément à l'article 12 ;

2° de remettre un avis motivé sur les offres déposées par les écoles dans le cadre d'un appel d'offres conformément à l'article 18, § 3 ;

3° de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du plan de restructuration de l'offre d'enseignement secondaire qualifiant des écoles qui bénéficient de la dérogation prévue à l'article 26.

Chaque chambre Enseignement a également pour missions :

1° d'assurer, sur sollicitation du Gouvernement, toute analyse pour laquelle la chambre Enseignement dispose d'une expertise ;

2° de favoriser, en inter-réseaux, la découverte, la promotion et la valorisation de l'enseignement secondaire qualifiant.

§ 2. Dans la limite des moyens qui leur sont attribués et après autorisation de l'Administration générale de l'Enseignement, chaque chambre Enseignement peut initier ou participer à des actions et/ou des projets qui favorisent, en inter-réseaux, la découverte, la promotion ou la valorisation de l'enseignement secondaire qualifiant.

Les actions et/ou les projets peuvent être réalisés conjointement par plusieurs chambres Enseignement.

Chaque chambre Enseignement doit solliciter un avis d'opportunité à l'Administration générale de l'Enseignement afin de vérifier la pertinence des actions et/ou des projets envisagés et d'éviter les doubles emplois.

Chaque chambre Enseignement remet chaque année au mois de mars un rapport d'activités au Gouvernement sur les actions et/ou projets mis en place au cours de l'année civile écoulée.

## CHAPITRE 3 — Des modalités essentielles de fonctionnement

**Art. 32.** Toutes les décisions de la chambre Enseignement sont prises par consensus des membres permanents présents des catégories visées à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et dont la voix est délibérative. Si le consensus ne peut être atteint, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres permanents présents et dont la voix est délibérative.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. La chambre Enseignement se réunit lorsque l'exécution du présent décret l'exige et au moins trois fois par année scolaire.

Le président de la chambre Enseignement convoque les réunions de la chambre Enseignement de sa propre initiative ou à la demande d'au moins deux représentants des catégories visées à l'article 29, § 1<sup>er</sup>. Le président de la chambre Enseignement convoque les réunions du Bureau de sa propre initiative ou à la demande d'au moins deux membres de celui-ci.

Les convocations précisent la date, l'heure et le lieu des réunions ainsi que l'ordre du jour. Elles sont envoyées, par voie électronique, au moins cinq jours ouvrables scolaires avant la date de la réunion.

Les projets de comptes-rendus des réunions sont envoyés dans les sept jours suivants chaque réunion à tous les membres concernés.

Les réunions des chambres Enseignement et des Bureaux ne sont pas publiques.

§ 2. Le Gouvernement peut définir les modalités complémentaires régissant le fonctionnement des chambres Enseignement et fixe un modèle de règlement d'ordre intérieur commun.

**Art. 34.** Une enveloppe globale de 1,878 millions d'euros est affectée aux catégories de dépenses suivantes :

1° aux frais de fonctionnement de chacune des chambres Enseignement ;

2° aux périodes complémentaires visées à l'article 15, § 2, alinéa 2, 2°, c) ;

3° aux actions et/ou des projets qui favorisent, en inter-réseaux, la découverte, la promotion ou la valorisation de l'enseignement secondaire qualifiant conformément à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°.

Le Gouvernement fixe annuellement la répartition de l'enveloppe globale entre les catégories de dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sur la base de cette répartition :

1° les moyens alloués pour couvrir les frais de fonctionnement visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont répartis de manière égale entre les chambres Enseignement ;

2° les moyens alloués aux dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont répartis sur la base de la part d'élèves fréquentant l'enseignement secondaire qualifiant au sein de la zone, par rapport aux élèves fréquentant l'enseignement secondaire qualifiant dans l'ensemble des zones.

## TITRE 6 — DISPOSITIONS MODIFICATIVES, ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

### CHAPITRE 1 — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 35.** L'article 24, § 7, a), de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par ce qui suit :

« a) toute nouvelle création d'un degré, année d'études ou option, contraire aux règles de programmation prévues aux articles 24 et 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ainsi aux articles 9 et 15 du décret du 22 juin 2023 à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance ou aux normes de création à atteindre, a pour conséquence que les élèves fréquentant ce degré, cette année d'études ou cette option ne sont pas pris en considération pour le calcul des subventions de fonctionnement, du nombre total de périodes-professeurs et du cadre organique du personnel non chargé de cours. En tout état de cause, ce degré, cette année d'études ou cette option est fermée au terme de l'année scolaire concernée. À défaut, l'établissement perd le droit aux subventions de fonctionnement. »

**Art. 36.** L'article 4 de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, est remplacé par :

« Au deuxième degré de l'enseignement de transition, sont requis 12 élèves au minimum pour une option de base. ».

**Art. 37.** L'article 5 du même arrêté royal est remplacé par :

« Article 5. Au troisième degré, sont requis :

1° en 5e année, dix élèves au minimum pour une option de base simple ou une option de base groupée organisée en 5e et 6e année de l'enseignement de transition ;

2° en 7e année préparatoire à l'enseignement supérieur (7 PES) ou en 7e professionnelle visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (7 PC), huit élèves au minimum ; ».

**Art. 38.** L'article 6 du même arrêté royal est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, aucune norme de création n'est exigée pour le deuxième degré de l'enseignement technique de qualification, de l'enseignement artistique de qualification et de l'enseignement professionnel. ».

**Art. 39.** L'article 9 du même arrêté royal est remplacé par :

« Article 9. Chaque option de base groupée organisée uniquement en alternance dans la section de qualification de l'enseignement technique ou de l'enseignement professionnel doit compter au moins 4 élèves en 4e année.

Chaque option de base groupée organisée uniquement en alternance en 7e année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique doit compter au moins 4 élèves. L'ensemble des options de base groupées organisées uniquement en alternance en 7e année de l'enseignement professionnel doit compter au moins 4 élèves. Cependant, concernant la 7e année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique et la 7e année de l'enseignement professionnel, ce minimum peut être porté à 3 élèves ou un élève s'il est fait usage de la faculté prévue à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° b) ou c) du décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance ».

**Art. 40.** L'article 2 quinquies, § 1<sup>er</sup> du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance est remplacé par :

« § 1<sup>er</sup>. Tout établissement d'enseignement secondaire de plein exercice, siège ou coopérant d'un Centre d'éducation et de formation en alternance, peut, dans le respect des modalités de prises de décision fixées par son pouvoir organisateur, proposer au Conseil de direction d'organiser en alternance une option qu'il organise déjà aux

deuxième et troisième degré dans l'enseignement de plein exercice dans le respect des règles liées aux normes de maintien. Il peut aussi, de la même manière, proposer au Conseil de direction de programmer une option figurant au répertoire des options de l'enseignement de plein exercice aux deuxième et troisième degrés.

Dans un cas comme dans l'autre, si le Conseil de direction marque son accord, l'établissement crée ou maintient l'option considérée soit sous les deux formes du plein exercice et de la formation en alternance ou sous l'une des deux seulement. L'ensemble des procédures relatives à la programmation et au maintien fixées par le décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance, et à la dérogation et à la transformation dans l'enseignement secondaire de plein exercice fixées par ou en application du décret du 29 juillet 1992 organisant l'enseignement secondaire, de même que les différentes normes y afférentes sont d'application, à l'exception du minimum de population par option de base groupée quand celle-ci est organisée uniquement en alternance en 4e, 5e et 6e année de la section de qualification de l'enseignement technique, en 4e, 5e et 6e année de l'enseignement professionnel, en 7e année technique ou en 7e année professionnelle. Ce minimum de population est fixé par l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982. Un élève du Centre d'éducation et de formation en alternance est pris en compte, pour l'ensemble de ces procédures, de manière égale à un élève de plein exercice. Lorsque la création se fait uniquement sous la forme de l'enseignement en alternance et qu'en application de l'article 2ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, l'année de formation se déroule selon d'autres modalités que celles du calendrier scolaire, la norme doit être atteinte à la création et information en est donnée à l'administration au moins un mois avant le début de la nouvelle formation.

L'introduction des dossiers est de la compétence de l'établissement où est organisée l'option.

L'admission aux subventions de nouvelles options de base groupées est automatiquement examinée par les Services du Gouvernement, au terme du processus de programmation. Les Services du Gouvernement examinent également automatiquement l'admission aux subventions en cas de dédoublement d'une option de base groupée qui est déjà organisée dans l'enseignement de plein exercice, conformément à la procédure prévue aux articles 19 à 21 du décret du 22 juin 2023 précité. ».

**Art. 41.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par le décret du 3 mars 2004, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le présent décret et ses arrêtés d'exécution s'appliquent à l'enseignement secondaire qualifiant uniquement pour ce qui n'est pas spécialement réglé par ou en vertu du décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance. ».

**Art. 42.** L'article 18 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Aucun minimum de population n'est exigé pour le deuxième degré de l'enseignement technique de qualification, l'enseignement artistique de qualification et l'enseignement professionnel. ».

**Art. 43.** L'article 19, § 5, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions reprises aux alinéas précédents ne s'appliquent plus aux options de base groupées visées par le décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance à partir du premier jour de l'année scolaire 2023-2024. ».

**Art. 44.** Dans l'article 25 du même décret, inséré par le décret 16 juin 2016 et modifié par le décret du 17 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par :

« Pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, l'organisation ou l'admission aux subventions de nouvelles options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant est soumise à l'autorisation du Gouvernement.

Pour l'année scolaire 2023-2024, cette autorisation ne peut être accordée que dans les cas suivants :

1° une option de base groupée que le pouvoir organisateur a proposé de créer en 4e ou en 5e année, conformément à l'article 24, § 2, de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice ;

2° une option de base groupée R<sup>2</sup> approuvée au 2e ou au 3e degré pour l'année scolaire 2022-2023 et qui n'a pas pu être organisée en 2022-2023 ;

3° une option de base groupée que le pouvoir organisateur propose de créer en remplacement d'une option de base groupée qu'il supprime et qui compte encore des élèves au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours, et ce, dans le respect des éléments visés aux alinéas 7 et suivants ;

4° une option de base groupée qui est inscrite pour la première fois au répertoire à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014 et qui concerne un métier émergent, c'est-à-dire un métier pour lequel le S.F.M.Q. a proposé un profil de formation, et qui est lié à une option n'ayant jamais figuré au répertoire et ne résultant pas de la transformation d'une option du répertoire existant ;

5° une option de base groupée dans une école en création qui organise pour la première fois une 3e, une 4e ou une 7e année ;

6° pour des motifs exceptionnels et justifiés, une option de base groupée qui est représentée en nombre insuffisant dans un bassin, ou une option de base groupée nécessaire pour garantir aux élèves de 4e ou de 6e année la continuité de leur formation dans l'établissement, respectivement en 5e année ou en 7e année professionnelle de type B, ou pour assurer la survie d'un établissement, quel que soit son réseau. » ;

2° l'article 25 est complété comme suit :

« Pour l'année scolaire 2024-2025, l'autorisation du Gouvernement ne peut être accordée que dans les cas suivants :

1° une option de base groupée qui a été autorisée pour l'année scolaire 2023-2024 mais qui n'a pas pu être organisée en 2023-2024 ;

2° une option de base groupée qui concerne un métier émergent, c'est-à-dire un métier pour lequel le S.F.M.Q. a proposé un profil de formation, et qui est lié à une option n'ayant jamais figuré au répertoire avant le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et ne résultant pas de la transformation d'une option du répertoire existant.

Le Gouvernement autorise les incitants, sur la base des avis émis d'initiative par les chambres Enseignement pour la création, le maintien ou la fermeture d'une option de base groupée pour l'année scolaire 2023-2024. Le Gouvernement autorise également les budgets consacrés par les chambres Enseignement aux actions collectives et projets visant à favoriser, en inter-réseaux, la découverte, la promotion et la valorisation de l'enseignement qualifiant pour l'année scolaire 2023-2024.

Les incitants autorisés par le Gouvernement pour la création d'une option de base groupée qui ont été donnés pour l'année scolaire 2023-2024 sont également valables pour l'année scolaire 2024-2025.

Les options de base groupées pourront être ouvertes en référence à 60% de la norme de création.

Les incitants sont supprimés à partir de l'année scolaire 2025-2026. ».

**Art. 45.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a), de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, remplacer les termes « par 8, 12 ou 16 » par les termes « par 8, 12, 16 ou 20 ».

**Art. 46.** Dans l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> à 4, du même arrêté de l'Exécutif de la Communauté française les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> aux quatre premiers alinéas, les 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> sont abrogés ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement technique : 15 élèves ;

13<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement artistique : 15 élèves ;

14<sup>o</sup> troisième degré de l'enseignement professionnel: 15 élèves ; » ;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement technique : 20 élèves ;

13<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement artistique : 20 élèves ;

14<sup>o</sup> troisième degré de l'enseignement professionnel : 20 élèves ; » ;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement technique : 12 élèves ;

13<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement artistique : 12 élèves ;

14<sup>o</sup> troisième degré de l'enseignement professionnel : 12 élèves ; » ;

5<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement technique : 20 élèves ;

13<sup>o</sup> troisième degré de la section de qualification de l'enseignement artistique : 20 élèves ;

14<sup>o</sup> troisième degré de l'enseignement professionnel : 20 élèves ; ».

**Art. 47.** L'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est abrogé.

**Art. 48.** Dans l'article 4, § 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, le 12<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> « Profil de certification » défini à l'article 2, 5<sup>o</sup>, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) ; ».

**Art. 49.** Le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial est abrogé.

**Art. 50.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant, la phrase « Au moins une épreuve de qualification est organisée en 4e année. » est remplacée par la phrase « Au moins une épreuve de qualification est organisée en 4e année, à l'exception des options de base groupées qui ne comprennent aucune unité d'acquis d'apprentissage en 4e année dans le profil de certification. ».

**Art. 51.** L'article 57 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Il est fait usage du dossier d'apprentissage de l'élève visé à l'article 8 à partir de l'année scolaire 2024-2025. ».

**Art. 52.** Dans l'article 1.5.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le paragraphe 2 est complété par un 14<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 14<sup>o</sup> de recevoir annuellement, pour les écoles de l'enseignement secondaire, une information sur la création d'une nouvelle offre d'options et sur la fermeture d'options organisées au sein de l'école. ».

## CHAPITRE 2 — *Dispositions transitoires*

**Art. 53.** § 1<sup>er</sup>. Les options de base groupées suspendues durant l'année scolaire 2022-2023 sont soumises à la norme de maintien visée à l'article 23 à partir du 15 janvier 2024.

§ 2. La localisation des implantations des écoles au sein desquelles est organisée une option de base groupée est fixée au 15 janvier 2023, sans qu'aucune modification ne soit possible après cette date.

Lorsqu'une option de base groupée est organisée au sein d'implantations distinctes par année d'études au 15 janvier 2023, sa localisation est déterminée au regard de l'implantation qui organise la 6e année d'études.

Si une option de base groupée est organisée sur plus d'une implantation au 15 janvier 2023, son organisation reste autorisée sur chacune des implantations concernées. Toutefois, si la norme de maintien visée à l'article 23 n'est plus atteinte dans l'implantation, l'option de base groupée ne peut plus être organisée qu'au sein d'une seule implantation à partir de l'année scolaire suivante. Le choix de l'implantation restante est laissé au pouvoir organisateur.

**Art. 54.** Le Parlement adopte, conformément à l'article 5, un décret fixant le répertoire des options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant pour le 14 mai 2025 au plus tard.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire est confirmé.

Dans l'attente de l'adoption du décret visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire reste d'application.

**Art. 55.** Pour les options de base groupées qui entrent dans le parcours d'enseignement qualifiant pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025 conformément à l'article 56, § 2, du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant, les normes de création applicables en 4<sup>e</sup> année sont les suivantes :

	Options de base groupées « thématiques communes »	Options de base groupées hors thématiques communes
Nombre minimum d'élèves en 4 <sup>e</sup> année au sein de l'option de base groupée	10	12

**Art. 56.** Les établissements coopérants d'un CEFA qui organisaient en alternance, par délégation, au 29 août 2023, une option de base groupée existant dans un des établissements coopérants du même CEFA qui n'a pas souhaité l'organiser sous la forme de la formation en alternance, sont autorisés à en poursuivre l'organisation uniquement en alternance à partir du 28 août 2023, moyennant l'accord du Conseil de direction du CEFA.

### CHAPITRE 3 — Dispositions finales

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Tous les quatre ans, le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent décret et en fait rapport au Parlement. Le cas échéant, il est accompagné des propositions d'adaptations nécessaires.

L'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> intervient pour la première fois au cours de l'année scolaire 2027-2028.

§ 2. Une évaluation intermédiaire portant de manière spécifique sur la dérogation visée à l'article 23, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est réalisée durant l'année 2026.

Cette évaluation intermédiaire sera menée sur la base d'un avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, à soumettre au Gouvernement pour le 30 juin 2026 au plus tard, et proposant des modalités de concertation des pouvoirs organisateurs au niveau zonal qui devront permettre d'adopter les dispositions nécessaires en vue de supprimer la dérogation précitée à compter de la rentrée scolaire 2027.

**Art. 58.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, entre en vigueur le 25 août 2025.

**Art. 59.** Les articles 15 à 18 et 34 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

**Art. 60.** Le titre 5 et l'article 49 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2023.

**Art. 61.** L'article 47 entre en vigueur le 29 août 2023.

**Art. 62.** À l'exception de la date d'entrée en vigueur fixée aux articles 58 à 61, le présent décret entre en vigueur le 28 août 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donnée à Bruxelles, le 22 juin 2023.

Ministre-Président,  
P-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de  
l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATINY

Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 546-1. – Amendement(s) en commission, n° 546-2 - Rapport de commission, n° 546-3 – Amendement(s) en séance, n° 546-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 546-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 21 juin 2023.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43383]

**22 JUNI 2023. — Decreet betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan.**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1 — *INLEIDENDE BEPALINGEN*

**Artikel 1.** - Dit decreet is van toepassing op scholen voor gewoon secundair onderwijs die een kwalificatieafdeling organiseren:

- 1° ofwel met volledig leerplan ;
- 2° ofwel alternerend ;
- 3° ofwel met volledig leerplan en alternerend.

In afwijking van het eerste lid is titel 4 niet van toepassing op :

- 1° de gegroepeerde basisopties georganiseerd in het 7de jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan en/of alternerend ;
- 2° de gegroepeerde basisopties die uitsluitend in het alternerend secundair onderwijs worden georganiseerd.

**Art. 2.** In dit decreet wordt verstaan onder:

1° "Regio's voor Kwalificerend Onderwijs. - Vorming. – Arbeidsmarkt" : de regio-instansies opgericht bij artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwezenlijking van regio's voor Kwalificerend Onderwijs. - Vorming. - Arbeidsmarkt;

2° "Karakter": het geheel gevormd door de scholen volgens de volgende classificatie:

a) niet-confessioneel karakter, met inbegrip van :

- i. de scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
- ii. de officiële scholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;
- iii. de niet-confessionele vrije scholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ;

b) confessioneel karakter, met inbegrip van de confessionele vrije scholen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap;

3° "CEFA" : centrum(centra) voor opvoeding en opleiding in het alternerend onderwijs, zoals bepaald in het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

4° "Onderwijskamers" : de instanties waarvan het aantal, de samenstelling, de opdrachten en de essentiële werkwijze in titel 5 bepaald worden;

5° "Wetboek" : het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

6° "Algemene Raad voor Secundair Onderwijs": de Raad bedoeld in artikel 1.3.1-1, 16°, van het Wetboek ;

7° "Zoneraden": de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs en de zoneraad voor het confessioneel onderwijs opgericht in elke zone ter uitvoering van artikel 24, eerste lid, 4°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het voltijds secundair onderwijs;

8° "Zonedirecteur en zonedirectrice": het personeelslid gedefinieerd in artikel 1.3.1-1, 22°, van het wetboek;

9° "Bevolkingsdichtheid" : de bevolkingsdichtheid vastgesteld door het Nationaal Instituut voor de Statistiek voor elke gemeente;

10° "School" : de onderwijsinrichting bestaande uit één of meer vestigingsplaatsen, onder leiding van een directeur en georganiseerd door een inrichtende macht, voor zover zij binnen het toepassingsgebied bepaald in artikel 1 valt;

11° "Regelmatig ingeschreven leerling": de leerling zoals bedoeld in artikel 1.3.1-1, 30°, van het Wetboek ;

12° "Kwalificerend secundair onderwijs" : het onderwijs dat de afdelingen bedoeld in artikel 1 omvat;

13° "Federatie van de inrichtende machten" : het orgaan bepaald in artikel 1.3.1-1, 38°, van het Wetboek ;

14° "Knelpuntberoepen" : één van de beroepen die respectievelijk door de "Office wallon de la formation et de l'emploi (FOREM) of door de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (ACTIRIS) werden geïdentificeerd als een beroep waarvoor aanwervingsmoeilijkheden werden vastgesteld omwille van kwantitatieve factoren van structurele aard, d.w.z. een gebrek aan kandidaten voor een bepaald beroep dat de voorbije vijf jaar meermaals moeilijk bleek in te vullen;

15° "Vestigingsplaats": het deel van een inrichting voor secundair onderwijs dat door de Regering erkend is met toepassing van artikel 2, 1°, b), van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs;

16° "Schoolwerkdagen": de dagen bepaald in artikel 1.3.1-1, 42°, van het Wetboek ;

17° "Prioritaire beroepen" : de beroepen die in het kader van gemeenschappelijke thema's worden geïdentificeerd door de regio-instansies voor kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt op basis van de lijst van beroepen waarvoor een tekort is, die moeilijk in te vullen zijn of opkomend zijn met toepassing van artikel 11, § 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwezenlijking van regio's voor kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt;

18° "Minister": de minister bedoeld in artikel 1.3.1-1, 43°, van het Wetboek;

- 19° "Oprichtingsnormen" : de oprichtingsnormen bedoeld in artikel 8;
- 20° "Behoudsnormen": de behoudsnormen bedoeld in artikel 23 ;
- 21° "Gegroepeerde basisoptie" : de optie waarvan de organisatie toegelaten is overeenkomstig artikel 5;
- 22° "TC-FC gegroepeerde basisoptie" : de gegroepeerde basisoptie die is opgenomen in de lijst die jaarlijks door de Regering, per zone, wordt opgesteld en die cumulatief de lijst van gemeenschappelijke thema's en knelpuntberoepen verbindt;
- 23° "Lokale organen voor sociaal overleg": de organen bepaald in artikel 1.3.1-1, 44°, van het Wetboek ;
- 24° "Beslissingsondersteunend instrument" : het instrument bedoeld in artikel 6 ;
- 25° "Inrichtende macht": de rechtspersoon bedoeld in artikel 1.3.1-1, 46°, van het Wetboek ;
- 26° "Kwalificatieprofiel": het certificatieprofiel bepaald in artikel 1.3.1-1, 47°, van het Wetboek;
- 27° "Opleidingsprofiel": het opleidingsprofiel bepaald in artikel 1.3.1-1, 48°, van het Wetboek ;
- 28° "Net": een onderwijsnet dat scholen groepeerd zoals bepaald door het Wetboek, volgens de volgende classificatie:
- a) scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
  - b) officiële scholen, met uitzondering van scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door Wallonie Bruxelles Enseignement ;
  - c) vrije confessionele scholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
  - d) niet-confessionele vrije scholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 29° "Activiteitensector" : één van de sectoren bedoeld in artikel 13, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;
- 30° "Gemeenschappelijk thema": gemeenschappelijk thema van een regio voor Kwalificerend Onderwijs. - Vorming. - Arbeidsmarkt", zoals bepaald in artikel 11 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwezenlijking van regio's voor Kwalificerend Onderwijs. - Vorming. - Arbeidsmarkt. De Regering bepaalt hoe de beroepen geïdentificeerd in de gemeenschappelijke thema's overeenstemmen met de gegroepeerde basisopties;
- 31° "Wallonie-Bruxelles Enseignement" : het orgaan bepaald in artikel 1.3.1-1, 62°, van het Wetboek ;
- 32° "Zones": de zones bepaald in artikel 1.3.1-1, 63°, van het Wetboek.

## TITEL 2 — HET BEHEER MET BETREKKING TOT DE PROGRAMMERING EN SLUITING VAN GEGROEPEERDE BASISOPTIES

### HOOFDSTUK 1 — *Het doel en de actoren van het beheer*

**Art. 3.** Het beheer met betrekking tot de programmering en sluiting van gegroepeerde basisopties heeft betrekking op de bepalingen en processen die tot doel hebben om, op basis van voorstellen van de scholen :

- 1° een aanbod van opties te bevorderen die verband houden met geïdentificeerde sociaaleconomische behoeften;
- 2° de samenhang te verbeteren van het aanbod van opties georganiseerd door de scholen ten opzichte van de activiteitensectoren;
- 3° de geografische ontplooiing van het aanbod van opties binnen eenzelfde zone te optimaliseren.

**Art. 4.** De Regering beslist over de programmering van de gegroepeerde basisopties in de scholen met volledig leerplan en alternerend leerplan die het kwalificerend secundair onderwijs organiseren, behoudens de in de artikelen 21 en 27 vermelde uitzonderingen.

Het beheer met betrekking tot de programmering van gegroepeerde basisopties is gebaseerd op de betrokkenheid van de volgende actoren:

- 1° de Regering en haar diensten ;
- 2° de scholen, via hun inrichtende machten en directies ;
- 3° de volgende drie adviesorganen:
  - a) de Zoneraden ;
  - b) de Onderwijskamers ;
  - c) de Algemene Raad voor secundair Onderwijs.

### HOOFDSTUK 2 — *Het repertorium van gegroepeerde basisopties en het beslissingsondersteunende instrument*

**Art. 5.** Het Parlement bepaalt en actualiseert de gegroepeerde basisopties die in het gewoon kwalificerend secundair onderwijs kunnen worden georganiseerd.

De gegroepeerde basisopties bedoeld in het eerste lid zijn opgenomen in een lijst in een repertorium.

Dit repertorium bevat ten minste :

- 1° het opschrift van de gegroepeerde basisopties ;
- 2° in voorkomend geval, het opschrift van het opleidingsprofiel of de opleidingsprofielen dat bij elk kwalificatieprofiel hoort;
- 3° in voorkomend geval, de toelatingsvoorwaarden in de gegroepeerde basisoptie;
- 4° de vorm van het kwalificerend secundair onderwijs waarin de gegroepeerde basisoptie kan worden georganiseerd;
- 5° het chronologische overzicht van de gegroepeerde basisoptie.

Na het advies van de Hoge Raad voor secundair onderwijs te hebben ingewonnen werkt de regering voor het repertorium bij en legt ze een ontwerp van decreet voor aan het parlement. Indien nodig wordt jaarlijks een bijwerking uitgevoerd.

**Art. 6.** Ten laatste op 1 februari van elk jaar stellen de diensten van de regering aan de scholen die het kwalificerend secundair onderwijs organiseren, door middel van een digitale toepassing, een beslissingsondersteunend instrument ter beschikking dat specifiek is voor elke zone en dat de volgende rubrieken bevat:

1° een zonale context : deze rubriek presenteert de geografische context en de specifieke kenmerken van de zone op het vlak van de organisatie en het gebruik van de gegroepede basisopties, in verband met de sociaaleconomische behoeften geïdentificeerd door de gemeenschappelijke thema's en knelpuntberoepen;

2° een tabel met indicatoren : deze tabel somt de gegroepede basisopties op die in de zone georganiseerd zijn en georganiseerd kunnen worden, en specificeert voor elke gegroepede basisoptie :

a) de geaggregeerde anonieme gegevens over aanwezigheid (aantal leerlingen) en organisatie per karakter (aantal voorvallen) in de zone ;

b) het verband met gemeenschappelijke thema's en knelpuntberoepen ;

c) de oprichtingsnormen ;

3° een interactieve kaart: deze kaart toont, per vestigingsplaats en per karakter, de reeds georganiseerde gegroepede basisopties binnen de zone en de locatie van centra voor geavanceerde technologie, competentiecentra en/of professionele referentiecentra. Voor een bepaalde vestigingsplaats toont deze kaart de bevolkingsdichtheid in de gemeente waar ze zich bevindt en de vestigingsplaatsen die dezelfde gegroepede basisoptie organiseren binnen een straal van 10 kilometer hemelsbreed gemeten van perceelgrens tot perceelgrens.

Dit instrument is toegankelijk voor de inrichtende macht en de directie van scholen die het kwalificerend secundair onderwijs organiseren, alsook voor de federaties van inrichtende machten die deze scholen vertegenwoordigen.

Het beslissingsondersteunende instrument moet scholen in elke zone in staat stellen om de situatie van het aanbod van het kwalificerend secundair onderwijs in de zone te analyseren in verband met de sociaaleconomische behoeften van de regio voor kwalificerend onderwijs -vorming - arbeidsmarkt, zoals bepaald in de gemeenschappelijke thema's en in de knelpuntberoepen die zijn geïdentificeerd door de "Office wallon de la formation et de l'emploi" of door de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

De diensten van de Regering delen de zonale context en de tabel van indicatoren bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° mee:

1° aan de zoneraden ;

2° naar de onderwijsskamers ;

3° aan de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

### TITEL 3 — DE OPRICHTING VAN EEN NIEUW AANBOD VAN GEGROEPEERDE BASISOPTIE

#### HOOFDSTUK 1 — Algemene bepaling

**Art. 7. § 1.** De oprichting van een nieuw aanbod van gegroepede basisoptie bepaald in deze titel heeft enkel betrekking op de gegroepede basisopties die kunnen worden georganiseerd op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs:

1° ofwel alleen in het onderwijs met volledig leerplan ;

2° of zowel in het onderwijs met volledig leerplan als in het alternerend onderwijs;

3° of enkel in het alternerend onderwijs.

§ 2. De Regering kan de oprichting van een nieuw aanbod van gegroepede basisopties toestaan met toepassing van :

1° de gewone programmeringsprocedure bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 1 ;

2° de aanbestedingsprocedure bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 2.

De inrichtende macht kan de alternerende splitsing van een gegroepede basisoptie verkrijgen met toepassing van de procedure bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 3.

#### HOOFDSTUK 2 — Oprichtingsnormen

**Art. 8. § 1.** De oprichtingsnormen voor de organisatie van een gegroepede basisoptie in een vestigingsplaats, die in het onderwijs met volledig leerplan of zowel in het onderwijs met volledig leerplan als in het alternerend onderwijs kan worden georganiseerd, worden als volgt vastgelegd:

1° voor de oprichting van een gegroepede basisoptie in het 3de jaar : er is geen oprichtingsnorm nodig;

2° voor de oprichting van een gegroepede basisoptie die vanaf het 4de jaar in drie jaar wordt georganiseerd:

a) voor een gegroepede basisoptie TC-FC: ten minste tien leerlingen in het 4e jaar ;

b) voor een andere gegroepede basisoptie dan TC-FC: minimaal twaalf leerlingen in het 4e jaar ;

3° voor de oprichting van een gegroepede basisoptie in het 7de jaar technisch kwalificatieonderwijs bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende de organisatie van het secundair onderwijs (7 TK) of in het 7de jaar beroepsonderwijs bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van hetzelfde koninklijk besluit (7 BP):

a) voor een gegroepede basisoptie: ten minste tien leerlingen ;

b) voor de gegroepede basisoptie, waarbij leerlingen ten minste een derde van het rooster volgen met leerlingen uit andere opties: minimaal acht leerlingen;

c) voor de gegroepede basisoptie, waarbij leerlingen ten minste twee derde van het rooster volgen met leerlingen uit andere opties: minimaal vijf leerlingen;

d) voor de gegroepede basisoptie waarbij het volledige rooster wordt gevolgd met leerlingen van andere opties : minimaal twee leerlingen;

4° voor de oprichting van een gegroepede basisoptie in het 7de jaar van het beroepsonderwijs zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs (7 PB), voor een gegroepede basisoptie die wordt opgericht ter aanvulling van een vormingsaanbod dat reeds in de leerjaren 4, 5 en 6 in de school wordt georganiseerd of voor een gegroepede basisoptie die het voorwerp uitmaakt van een gemeenschappelijk thema dat overeenstemt met de vestigingsplaats waar de gegroepede basisoptie wordt georganiseerd:



- a) voor een gegroepeerde basisoptie: ten minste acht leerlingen ;
- b) voor de gegroepeerde basisoptie, waarbij leerlingen ten minste een derde van het rooster volgen met leerlingen uit andere opties: minimaal zes leerlingen;
- c) voor de gegroepeerde basisoptie, waarbij leerlingen ten minste twee derde van het rooster volgen met leerlingen uit andere opties: minimaal vier leerlingen;
- d) voor de gegroepeerde basisoptie, waarbij het volledige rooster wordt gevolgd door leerlingen van andere opties: minimaal één leerling.

De oprichtingsnormen voor de organisatie in een vestigingsplaats van een gegroepeerde basisoptie die slechts op de tweede en derde graden, in het alternerend onderwijs georganiseerd kan worden, zijn als volgt vastgesteld:

1° voor een gegroepeerde basisoptie georganiseerd in drie leerjaren vanaf het 4de leerjaar : minimum acht leerlingen in leerjaar 4 ;

2° voor een gegroepeerde basisoptie georganiseerd in drie leerjaren vanaf het 4de leerjaar, met een gemeenschappelijk thema : minimum zes leerlingen in het 4de leerjaar;

3° voor een gegroepeerde basisoptie georganiseerd in het 7de jaar technisch kwalificatieonderwijs bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs (7 TQ) of in het 7de jaar beroepsonderwijs bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, van hetzelfde koninklijk besluit (7 PB):

- a) voor een gegroepeerde basisoptie: minimaal vijf leerlingen ;
- b) voor de gegroepeerde basisoptie, waarbij leerlingen ten minste een derde van het rooster volgen met leerlingen uit andere opties: minimaal drie leerlingen;
- c) voor de gegroepeerde basisoptie, waarbij het volledige rooster wordt gevolgd met leerlingen van andere opties: minimaal één leerling.

Dit artikel is niet van toepassing op de gegroepeerde basisopties van het 7 leerjaar die vermeld staan in het repertorium van de gegroepeerde basisopties en die voorafgegaan worden door de letters ZN (zonder normen).

§ 2. Voor de toepassing van de in dit artikel bepaalde oprichtingsnormen worden in aanmerking genomen de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het jaar waarin de toelating tot oprichting van de gegroepeerde basisoptie ten uitvoer wordt gelegd.

Er wordt geen afwijking toegestaan voor de oprichting van gegroepeerde basisopties die niet voldoen aan de oprichtingsnormen bedoeld in paragraaf 1, behalve in de in hoofdstuk 3, afdeling 2, bedoelde gevallen.

#### HOOFDSTUK 3 — *Procedures voor de oprichting van een nieuw aanbod van gegroepeerde basisoptie*

##### *Afdeling 1 — Gewone programmeringsprocedure*

**Art. 9.** Een inrichtende macht kan in het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs of zowel in het onderwijs met volledig leerplan als in het alternerend onderwijs, in één van de vestigingsplaatsen die zij organiseert een gegroepeerde basisoptie oprichten, indien zij voldoet aan de in artikel 8, § 1, bedoelde oprichtingsnorm binnen de vestigingsplaats waarop de oprichting betrekking heeft.

Bij het opstellen van zijn programmeringsaanvraag voor een of meer gegroepeerde basisopties houdt de inrichtende macht met name rekening met :

- 1° het beslissingsondersteunende instrument ;
- 2° het advies van het lokaal orgaan voor sociaal overleg.

Uiterlijk op 15 maart moeten de inrichtende machten hun aanvragen voor programmering van gegroepeerde basisopties, met vermelding van de betrokken vestigingsplaats, bij de diensten van de regering indienen met behulp van het door de diensten van de regering beschikbaar gestelde digitale instrument. Aanvragen die na 15 maart worden ingediend, worden niet in aanmerking genomen.

**Art. 10.** De diensten van de regering stellen een aanbeveling op over de aanvragen tot programmering van de gegroepeerde basisopties die door de inrichtende machten worden ingediend.

Deze aanbeveling is opgesplitst per zone en heeft betrekking op de gegroepeerde basisopties bedoeld in een programmeringsaanvraag. De aanbeveling is opgesteld op basis van de gegevens van het beslissingsondersteunende instrument.

**Art. 11.** De diensten van de regering sturen de programmeringsaanvragen en de aanbeveling bedoeld in artikel 10 voor advies door naar de betrokken Zoneraden. Deze mededeling moet ten laatste op 15 mei gebeuren.

De regering stelt het model voor het advies vast.

Op basis van de informatie meegedeeld krachtens het eerste lid brengt elk van de bevoegde zoneraden een met redenen omkleed advies uit, gunstig of ongunstig, over de aanvragen tot programmering van gegroepeerde basisopties van de scholen waarvoor hij bevoegd is. Het advies van elke Zoneraad wordt uitgebracht na het organiseren van het overleg bedoeld in artikel 24, eerste lid, 3°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het onderwijs met volledig leerplan.

Het advies van de Zoneraden worden voor elke vestigingsplaats en voor elke gegroepeerde basisoptie gegeven in het licht van de volgende vier beoordelingscriteria:

- 1° de samenhang van het kwalificatieaanbod van de school met de activiteitensectoren die ze organiseert;
- 2° het evenwicht per karakter van het voorkomen van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd binnen de betrokken zone;
- 3° de geografische spreiding binnen de zone;
- 4° de toegankelijkheid van de vestigingsplaats en/of het bestaan van een internaat.

De adviezen van de twee zoneraden in elke zone worden meegedeeld aan het secretariaat van elke onderwijskamer en aan de diensten van de regering. Deze informatie moet ten laatste op 15 juni verstuurd worden.

**Art. 12.** De diensten van de regering sturen ten laatste op 16 juni de volgende informatie voor advies naar het secretariaat van elke Onderwijskamer:

- 1° de aanvragen tot programmering ;

2° de aanbeveling bedoeld in artikel 10 ;

3° de adviezen van de Zoneraden over de aanvragen tot programmering.

De regering stelt het model van advies vast.

Op basis van de elementen meegedeeld krachtens het eerste lid brengt elke onderwijskamer een gunstig of ongunstig gemotiveerd advies uit over de aanvragen tot programmering van gegroepeerde basisopties van de scholen waarvoor ze bevoegd is.

Het advies van de Onderwijskamer wordt voor elke vestigingsplaats en voor elke gegroepeerde basisoptie gegeven in het licht van de volgende vier beoordelingscriteria:

1° de samenhang van het kwalificatieaanbod van de school in functie van de activiteitensectoren die ze organiseert;

2° het evenwicht per karakter van het voorkomen van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd binnen de betrokken zone;

3° de geografische spreiding binnen de zone;

4° de toegankelijkheid van de vestigingsplaats en/of het bestaan van een internaat.

In dit advies wordt aangegeven hoe aan de aanbeveling bedoeld in artikel 10 moet worden beantwoord.

Het advies van elke Onderwijskamer wordt uiterlijk op 30 september doorgestuurd naar de diensten van de regering.

**Art. 13.** Na de adviezen bedoeld in de artikelen 11 en 12 te hebben ingewonnen, stellen de diensten van de regering een voorstel op voor een gemotiveerde beslissing over de aanvragen tot programmering van de scholen.

De diensten van de regering sturen de Algemene Raad voor secundair onderwijs uiterlijk op 15 november de volgende informatie:

1° het voorstel voor een beslissing bedoeld in het eerste lid en de daarmee samenhangende gerichte vragen ;

2° de aanvragen tot programmering van scholen ;

3° de adviezen van de Zoneraden en de Onderwijskamers.

In antwoord op de vragen van diensten van de regering zal de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs uiterlijk op 15 december advies uitbrengen.

**Art. 14.** De diensten van de regering dienen uiterlijk op 15 januari bij de Regering het voorstel in voor een gemotiveerde beslissing met betrekking tot de aanvragen tot programmering van de scholen, samen met de adviezen van de Zoneraden, de adviezen van de Onderwijskamers en het advies van de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

Elk jaar, ten laatste op 1 maart, neemt de regering een beslissing en stelt ze de lijst op van de vestigingsplaatsen waar ze de oprichting van een of meer nieuwe gegroepeerde basisopties toestaat in het kader van een gewone programmeringsprocedure.

De inrichtende macht die de toestemming bedoeld in het tweede lid heeft gekregen, kan deze uitvoeren aan het begin van het schooljaar dat onmiddellijk volgt op de toestemming of aan het begin van het daaropvolgende schooljaar. De oprichting van een gegroepeerde basisoptie gebeurt geleidelijk per leerjaar vanaf het eerste schooljaar waarin de toestemming wordt verleend en in de loop van de daaropvolgende schooljaren, totdat de gegroepeerde basisoptie alle betrokken leerjaren bestrijkt.

#### Sectie 2 - Aanbestedingsprocedure

**Art. 15. § 1.** De Regering kan een aanbesteding uitschrijven voor het creëren of vergroten van het aanbod voorgesteld binnen een zone, op basis van een analyse van de economische en sociale behoeften van de zone, voor een gegroepeerde basisoptie:

1° of wanneer aan alle volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

a) de betrokken gegroepeerde basisoptie komt overeen met een prioritair beroep binnen een zone ;

b) het aanbod voor de betrokken gegroepeerde basisoptie is onbestaand of ontoereikend in de betrokken zone ;

c) geen enkele school in die zone heeft de betrokken gegroepeerde basisoptie opgericht tijdens de twee schooljaren die aan de aanbesteding voorafgaan;

2° of wanneer aan alle volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

a) de betrokken gegroepeerde basisoptie komt niet overeen met een prioritair beroep binnen een zone ;

b) het aanbod voor de betrokken gegroepeerde basisoptie bestaat niet in de genoemde zone;

c) geen enkele school in die zone heeft in de twee schooljaren voorafgaand aan de aanbesteding de betrokken gegroepeerde basisoptie opgericht.

De regering kan ook een aanbesteding uitschrijven wanneer een nieuwe gegroepeerde basisoptie wordt opgericht binnen het repertorium bedoeld in artikel 5.

§ 2. Indien voldaan is aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, kan de Regering ten laatste op 15 januari een aanbesteding uitschrijven per gegroepeerde basisoptie voor scholen.

De regering stelt per elke gegroepeerde basisoptie en voor één of meer zones een aanbestedingsdocument op. Wanneer de aanbesteding wordt uitgeschreven in de hypothese bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, kan de regering in dit document het volgende laten opnemen :

1° een afwijking van de oprichtingsnormen ;

2° een of meer van de volgende stimulansen:

a) een prioritaire toegang tot het uitrustingsfonds, zoals bepaald in het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie ;

b) een steun van de diensten van de regering bij het zoeken naar stageplaatsen;

c) afhankelijk van de beschikbare begrotingsmiddelen, de toekenning van aanvullende lestijden voor de organisatie van de gegroepeerde basisoptie, variërend van minimaal 3 tot maximaal 26 lestijden;

3° de selectiecriteria die van toepassing zijn als meerdere scholen reageren op de aanbesteding en de weging tussen de criteria.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, zijn de selectiecriteria gekoppeld aan minstens de volgende beoordelingscriteria :

- 1° de samenhang van het kwalificatieaanbod van de school in functie van de activiteitensectoren die ze organiseert;
- 2° het evenwicht per karakter van het voorkomen van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd binnen de betrokken zone;
- 3° de geografische spreiding binnen de zone;
- 4° de toegankelijkheid van de vestigingsplaats en/of het bestaan van een internaat;
- 5° de uitrustingen waarover de school beschikt.

**Art. 16.** In antwoord op de aanbesteding bedoeld in artikel 15, § 2, dienen de inrichtende machten, na advies van hun lokaal orgaan voor sociaal overleg, uiterlijk op 15 maart een offerte in met de identificatie van de betrokken vestigingsplaats.

Elke offerte die na deze datum door een inrichtende macht wordt ingediend, wordt niet in aanmerking genomen.

**Art. 17.** Als na een aanbesteding slechts één ontvankelijke offerte wordt ingediend, leggen de diensten van de Regering de voorgestelde beslissing voor aan de Regering.

De Regering beslist uiterlijk op 30 april over de oprichting van nieuwe gegroepeerde basisopties naar aanleiding van de betrokken aanbesteding. In geval van een positieve beslissing neemt de Regering deze toelating op in de lijst opgesteld in toepassing van artikel 18, § 5, tweede lid.

De inrichtende macht die een toelating ontvangt, kan deze ten uitvoer leggen ofwel aan het begin van het schooljaar dat onmiddellijk volgt op de toelating, ofwel aan het begin van het daaropvolgende schooljaar. De invoering van een gegroepeerde basisoptie gebeurt geleidelijk per leerjaar vanaf het eerste schooljaar waarin de toelating wordt ingevoerd en tijdens de daaropvolgende schooljaren totdat de gegroepeerde basisoptie alle betrokken leerjaren bestrijkt.

Wanneer de Regering de oprichting van een nieuwe gegroepeerde basisvorming toestaat, wordt de offerte door de diensten van de regering ter informatie bezorgd aan de bevoegde zoneraden en de betrokken onderwijskamer, alsook aan de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

**Art. 18. § 1.** Indien na een aanbesteding meerdere ontvankelijke offertes worden ingediend, bepaalt de Regering welke vestigingsplaatsen een nieuwe gegroepeerde basisoptie mogen oprichten waarop de aanbesteding betrekking heeft, na achtereenvolgens het advies te hebben ingewonnen van :

- 1° de bevoegde zoneraden ;
- 2° de bevoegde onderwijskamers;
- 3° de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

§ 2. Bij elke aanbesteding delen de diensten van de Regering de ontvankelijke offertes voor advies mee aan de bevoegde Zoneraden. Deze mededeling gebeurt ten laatste op 15 mei.

De regering stelt het model voor de kennisgeving vast.

Elk van de bevoegde Zoneraden brengt in het licht van de selectiecriteria vastgelegd in het bestek bedoeld in artikel 15, § 2, een gunstig of ongunstig gemotiveerd advies uit over de ontvankelijke offertes van de scholen waarvoor hij bevoegd is. Het advies van de Zoneraden wordt uitgebracht na de organisatie van het overleg bedoeld in artikel 24, eerste lid, 3°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van secundair onderwijs met volledig leerplan.

Het advies van elk van de bevoegde zoneraden wordt ten laatste op 15 juni naar het secretariaat van de betrokken onderwijskamer en naar de diensten van de regering gestuurd.

§ 3. Voor elke aanbesteding bezorgen de diensten van de regering het secretariaat van elke bevoegde Onderwijskamer ten laatste op 16 juni de volgende informatie voor advies :

- 1° de ontvankelijke offertes van de scholen ;
- 2° het of de adviezen van de zoneraden over de offertes van de scholen.

De regering stelt het model voor de kennisgeving vast.

Elke bevoegde onderwijskamer brengt een gunstig of ongunstig gemotiveerd advies uit, in het licht van de selectiecriteria bepaald in het bestek bedoeld in artikel 15, § 2, over de ontvankelijke offertes ingediend door de scholen.

Het advies van elke betrokken Onderwijskamer wordt uiterlijk op 30 september doorgestuurd naar de diensten van de regering.

§ 4. Na de adviezen bedoeld in §§ 2 en 3 te hebben ingewonnen stellen de diensten van de regering een voorstel op voor een beslissing over de offertes van de scholen.

De diensten van de regering sturen de Algemene Raad voor secundair onderwijs uiterlijk op 15 november de volgende informatie:

- 1° het voorstel voor een beslissing bedoeld in het eerste lid en de daarmee samenhangende gerichte vragen ;
- 2° de ontvankelijke offertes van de scholen ;
- 3° het of de adviezen van de zoneraad (-raden) en de onderwijskamer(s).

De Algemene Raad voor secundair onderwijs brengt uiterlijk op 15 december advies uit. Dit advies beantwoordt minstens de gerichte vragen van de diensten van de regering bedoeld in het tweede lid, 1°.

§ 5. De diensten van de regering leggen de Regering uiterlijk op 15 januari het voorstel voor een beslissing over de offertes van de scholen voor, samen met de adviezen van de Zoneraden, de adviezen van de Onderwijskamers en het advies van de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

Elk jaar zal de regering ten laatste op 1 maart een lijst opstellen van de vestigingsplaatsen waar ze de oprichting van één of meer nieuwe gegroepeerde basisopties zal toestaan in het kader van de aanbestedingsprocedure.

De inrichtende macht die de toelating bedoeld in het tweede lid heeft gekregen, kan deze uitvoeren aan het begin van het schooljaar dat onmiddellijk volgt op de toestemming of aan het begin van het daaropvolgende schooljaar. De invoering van een gegroepeerde basisoptie geschiedt geleidelijk per leerjaar, vanaf het eerste schooljaar waarin de toestemming wordt verleend, en tijdens de daaropvolgende schooljaren totdat de gegroepeerde basisoptie alle betrokken leerjaren bestrijkt.

Sectie 3 - De procedure voor splitsing in het alternerend onderwijs van een gegroepeerde basisoptie georganiseerd met volledig leerplan

**Art. 19.** De inrichtende macht die een gegroepeerde basisoptie enkel met volledig leerplan organiseert, kan een splitsing bekomen om ze ook alternerend in één van haar vestigingen te organiseren, op voorwaarde dat aan de volgende drie cumulatieve voorwaarden is voldaan :

1° de school is een hoofd- of samenwerkende school van een CEFA en heeft van de directieraad van de CEFA de toelating gekregen voor de splitsing;

2° de gegroepeerde basisoptie bij het volledig leerplan is niet onderworpen aan een afsluiting opgelegd overeenkomstig de procedure georganiseerd in de artikelen 24 en volgende;

3° de school dient haar plan in voor splitsing uiterlijk op 15 maart ; met een plan dat na 15 maart wordt ingediend, wordt geen rekening gehouden.

**Art. 20.** De diensten van de regering brengen de bevoegde Zoneraden en de Onderwijskamer, alsook de Algemene Raad voor secundair Onderwijs op de hoogte van elk ontwerp van splitsing in de zin van artikel 19, volgens het tijdschema dat gevolgd wordt voor de aanvragen tot gewone programmering in het kader van de procedure georganiseerd in de afdeling 1.

**Art. 21.** Tenzij de diensten van de Regering vaststellen dat de voorwaarden bedoeld in artikel 19, niet zijn vervuld, wordt het ontwerp van splitsing geacht te zijn toegestaan uiterlijk op 15 mei volgend op de invoering ervan en mag het worden uitgevoerd bij het begin van het schooljaar dat onmiddellijk volgt op de toestemming.

#### TITEL 4 — AFSLUITING VAN GEGROEPEERDE BASISOPTIES

##### HOOFDSTUK 1 — Algemene bepaling

**Art. 22.** Overeenkomstig artikel 1, tweede 2, heeft de procedure voor het afsluiten van de in deze titel omschreven gegroepeerde basisopties enkel betrekking op de gegroepeerde basisopties die worden georganiseerd met volledig leerplan of zowel met volledig leerplan als in het alternerend onderwijs, in de leerjaren 4, 5 en 6 van het kwalificerend secundair onderwijs.

##### HOOFDSTUK 2 — Behoudsnormen

**Art. 23.** § 1. De behoudsnormen voor de organisatie van een gegroepeerde basisoptie in een vestigingsplaats worden als volgt vastgesteld:

Bevolkingsdichtheid van de gemeente waar de vestigingsplaats ligt die de gegroepeerde basisoptie organiseert	Minder dan 125 inwoners/vierkante km	Tussen 125 en 249 inwoners per vierkante kilometer	Minstens 250 inwoners per km <sup>2</sup> .
Gemiddeld minimumaantal leerlingen per studiejaar (in de leerjaren 5 en 6) in de gegroepeerde basisoptie	8	9	10

Voor de toepassing van het eerste lid verwijzen de diensten van de regering naar de bevolkingsdichtheid van de gemeente waar de vestigingsplaats die de gegroepeerde basisoptie organiseert, ligt. De diensten van de regering verwijzen naar dezelfde bevolkingsdichtheid voor een periode van drie opeenvolgende schooljaren, vastgesteld op 1 januari van het schooljaar dat voorafgaat aan het begin van deze periode. De eerste periode bestrijkt de schooljaren 2023-2024 tot 2025-2026 waarvoor de toe te passen bevolkingsdichtheid wordt vastgesteld op 1 januari 2023.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de behoudsnormen berekend :

1° wanneer een gegroepeerde basisoptie in de 4de , 5de en 6de leerjaren opgericht wordt ;

2° door rekening te houden met de leerlingen die op 15 januari regelmatig zijn ingeschreven in de leerjaren 5 en 6.

§ 2. De gegroepeerde basisopties georganiseerd in een vestigingsplaats die voldoen aan één van de volgende uitzonderingen zijn niet onderworpen aan de behoudsnormen waarnaar wordt verwezen in paragraaf 1:

1° een gegroepeerde basisoptie TC-FC zijn;

2° de enige gegroepeerde basisoptie zijn die voor het karakter in de zone wordt georganiseerd;

3° een gegroepeerde basisoptie zijn die voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

a) georganiseerd worden in een vestigingsplaats gelegen in een gemeente met een bevolkingsdichtheid van minder dan 250 inwoners/km<sup>2</sup>;

b) georganiseerd worden in een vestigingsplaats gelegen op meer dan 10 kilometer van elke andere vestigingsplaats die dezelfde optie organiseert. Afstanden worden hemelsbreed gemeten, van erfrens tot erfrens.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2° en 3°, als meerdere gegroepeerde basisopties moeten worden onderscheiden, wordt alleen de gegroepeerde basisoptie die gemiddeld het hoogste aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari over de twee voorafgaande schooljaren telt, behouden. Dit gemiddelde wordt afgerond op twee decimalen.

##### HOOFDSTUK 3 — Procedures voor het sluiten van gegroepeerde basisopties

###### Afdeling 1 — Opgelegde sluiting

**Art. 24.** De diensten van de Regering informeren de inrichtende macht van de school waarvan de gegroepeerde basisoptie op 15 januari voor het eerst de toepasselijke behoudsnorm niet haalt, dat deze gegroepeerde basisoptie voor het lopende schooljaar gerangschikt wordt als "sluitingsrisico 1".

De diensten van de regering informeren de inrichtende macht van de school waarvan de gegroepeerde basisoptie gerangschikt is als "sluitingsrisico 1" en die op 15 januari voor de tweede opeenvolgende keer de toepasselijke behoudsnorm niet haalt, dat deze gegroepeerde basisoptie gerangschikt is als "sluitingsrisico 2" voor het lopende schooljaar.

3. De informatie bedoeld in het eerste en tweede lid wordt uiterlijk op 31 maart meegedeeld via het door de diensten van de regering beschikbaar gestelde digitale instrument.

Uiterlijk op 15 mei sturen de diensten van de regering de lijst met gegroepeerde basisopties die als "sluitingsrisico 1" gerangschikt zijn naar de bevoegde zoneraden en de bevoegde onderwijsskamers.

**Art. 25.** § 1. Een gegroepeerde basisoptie die niet voldoet aan de behoudsnorm die erop van toepassing is en die op 15 januari wordt gerangschikt als "sluitingsrisico 2" overeenkomstig artikel 24, wordt gesloten vanaf de eerste dag van het volgende schooljaar.

Als een gegroepeerde basisoptie echter zowel met volledig leerplan als alternerend wordt georganiseerd, kan de optie alleen op alternerende wijze worden behouden als aan de volgende twee cumulatieve voorwaarden wordt voldaan:

1° de inrichtende macht dient een aanvraag daaromtrent in;

2° de gegroepeerde basisoptie haalt de behoudsnorm bepaald voor de organisatie van slechts het alternerend onderwijs.

De diensten van de regering informeren de betrokken inrichtende macht uiterlijk op 15 mei over de opgelegde sluiting van een of meer gegroepeerde basisopties. De afsluiting van een gegroepeerde basisoptie gebeurt geleidelijk per studiejaar.

Als een gegroepeerde basisoptie die getroffen wordt door een opgelegde sluiting echter na 15 mei voldoet aan de behoudsnorm bedoeld in artikel 23, mag de organisatie van deze optie het volgende schooljaar worden voortgezet. Ook als een gegroepeerde basisoptie na 15 mei niet meer voldoet aan de behoudsnorm bedoeld in artikel 23, mag de organisatie van deze optie het volgende schooljaar niet meer worden voortgezet.

§ 2. De diensten van de Regering bezorgen ter informatie elke opgelegde sluiting van een gegroepeerde basisoptie aan de bevoegde Zoneraden en aan de betrokken Onderwijsskamers, alsook aan de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs.

**Art. 26.** § 1. In afwijking van artikel 25, § 1, mag een school die als gevolg van de opgelegde sluitingen tijdens hetzelfde schooljaar meer dan 30% van haar gegroepeerde basisopties sluit, maximaal drie opeenvolgende schooljaren de helft van de gegroepeerde basisopties, afgerond naar boven, die de toepasselijke onderhoudsnorm niet halen, behouden. Gegroepeerde basisopties die niet de helft van de geldende onderhoudsnorm, naar boven afgerond, halen, worden echter onmiddellijk gesloten. Indien het vereiste aantal sluitingen niet wordt bereikt, geeft de inrichtende macht herstructureringsplan bedoeld in paragraaf 3 aan welke gegroepeerde basisopties zij voornemens is te behouden en welke gegroepeerde basisopties zij voornemens is te sluiten aan het begin van het schooljaar volgend op de mededeling van het herstructureringsplan.

De afwijking bedoeld in het eerste lid is slechts van toepassing op de scholen waar ten minste 50% van de leerlingen die op 15 januari regelmatig zijn ingeschreven in de leerjaren 4, 5 en 6, ingeschreven zijn in de leerjaren 4, 5 en 6 van het kwalificerend secundair onderwijs.

Indien de opgelegde sluitingen bedoeld in het eerste lid tot gevolg hebben dat de school niet voldoet aan de behoudsnormen die van toepassing zijn op haar niveau, nemen de diensten van de Regering hiervan akte. In dat geval moet de rationalisatienorm bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan niet worden nageleefd gedurende de drie schooljaren die volgen op deze vaststelling.

§ 2. Als een school mogelijk onder de afwijking bedoeld in paragraaf 1 valt, wordt de inrichtende macht ten laatste op 31 maart op de hoogte gebracht via het digitale instrument dat ter beschikking wordt gesteld door de diensten van de regering.

De diensten van de regering bevestigen de informatie dan uiterlijk op 15 mei aan de betrokken inrichtende machten.

De diensten van de regering informeren ook de betrokken Zoneraden en Onderwijsskamers, evenals de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs en de Regering, volgens het tijdschema bedoeld in artikel 18.

De inrichtende macht kan voor de betrokken school slechts eenmaal in een periode van vijf opeenvolgende schooljaren, te rekenen vanaf de datum van de informatie bedoeld in het tweede lid, gebruikmaken van de afwijking bedoeld in paragraaf 1.

§ 3 De inrichtende macht die de afwijking bedoeld in paragraaf 1 geniet, moet in samenwerking met de betrokken onderwijsskamer een plan opstellen voor de herstructurering van haar aanbod van kwalificerend secundair onderwijs. Dit plan omvat verschillende soorten maatregelen, waaronder de verplichte sluitingen van bepaalde gegroepeerde basisopties, met het oog op de optimalisering van zijn herstructureringsproces en de verwezenlijking van het aantal sluitingen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid. Dit plan is onderworpen aan een advies van het lokale orgaan voor sociaal overleg.

De regering stelt het model voor het herstructureringsplan vast. Dit herstructureringsplan wordt uiterlijk op 15 maart van het eerste schooljaar van de afwijking opgesteld en aan de diensten van de regering meegedeeld volgens de door de regering vastgestelde nadere regels.

§ 4. De Regering bepaalt de wijze waarop de naleving van het in § 3 bedoelde plan wordt gecontroleerd.

Indien een inrichtende macht geen herstructureringsplan opstelt of het plan niet naleeft, sturen de diensten van de regering haar een ingebrekestelling waarin zij haar verzoeken om binnen dertig schoolwerkdagen, te rekenen vanaf de datum van de ingebrekestelling, de overtreden bepaling(en) na te leven en de wettelijkheid te herstellen. Indien de inrichtende macht na het verstrijken van deze termijn niet het bewijs heeft geleverd dat zij de nodige maatregelen heeft genomen, trekt de Regering het voordeel van de in dit artikel bedoelde afwijking in met ingang van het volgende schooljaar.

*Afdeling — 2 - Afsluiting op eigen initiatief*

**Art. 27.** Een inrichtende macht kan, na advies van het lokale orgaan voor sociaal overleg, op eigen initiatief binnen haar school elke graad, elke afdeling of elke gegroepeerde basisoptie die zij organiseert, afsluiten.

In dat geval moet zij de diensten van de regering uiterlijk op 15 maart in kennis stellen van haar beslissing tot sluiting. Deze beslissing is onomkeerbaar. De diensten van de Regering brengen de betrokken Zoneraden en Onderwijskamers alsook de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs en de Regering op de hoogte volgens het tijdschema van artikel 18.

De inrichtende machten houden rekening met het beslissingsondersteunende instrument wanneer ze op eigen initiatief overwegen om een gegroepeerde basisoptie af te sluiten.

De afsluiting van een gegroepeerde basisoptie begint op de datum die het begin van het volgende schooljaar markeert en wordt geleidelijk per leerjaar uitgevoerd.

**TITEL 5 — ONDERWIJSKAMERS****HOOFDSTUK 1 — Samenstelling**

**Art. 28.** Er wordt in elke regio voor kwalificerend onderwijs, vorming en arbeidsmarkt een onderwijskamer opgericht.

De regering benoemt de leden van de onderwijskamers.

Het secretariaat van elke Onderwijskamer wordt waargenomen door de diensten van de regering.

**Art. 29.** § 1. Elke onderwijskamer is samengesteld uit de volgende vaste leden:

1° de zonedirecteur of-directrice, die voorzit ;

2° de voorzitter of voorzitter en de ondervoorzitter of ondervoorzitter van elk van de zoneraden in de zone en door hen gemandateerd, die alle in de zoneraad vertegenwoordigde netten vertegenwoordigen, voor zover deze netten de scholen vertegenwoordigen die in de betrokken zone kwalificerend secundair onderwijs verstrekken;

3° twee vertegenwoordigers (sters) per karakter van de federaties van inrichtende machten erkend overeenkomstig het Wetboek en van Wallonie-Bruxelles Enseignement, in de uitoefening van haar algemene opdracht van vertegenwoordiging zoals eveneens erkend door het Wetboek;

4° een vertegenwoordigster of vertegenwoordiger van de Algemene Administratie Onderwijs;

5° een vertegenwoordigster of vertegenwoordiger van de Zoneraad voor het alternerend onderwijs bedoeld in artikel 5bis van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

6° vijf vertegenwoordigers (sters) van de representatieve vakbondsorganisaties van de leden van het onderwijzend personeel van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

7° een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de gewestelijke overheidsdiensten voor arbeidsbemiddeling, i.e. FOREm voor de zones gelegen in het Waalse Gewest of Actiris voor de zone die overeenstemt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

8° drie leden, naargelang het geval, van de betrokken subregionale kamer voor werkgelegenheid en vorming of van de Overlegcommissie voor Opleiding, Werkgelegenheid en Onderwijs, waaronder de voorzitter of voorzitter, een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de werkgevers en een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de werknemers;

9° één vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van elke representatieve oudervereniging en ouderverenigingen van leerlingen zoals bedoeld in artikel 1.6.6-1 van het Wetboek.

Elke Onderwijskamer benoemt drie ondervoorzitters (sters) :

1° twee ondervoorzitters (sters), die elk een karakter vertegenwoordigt, onder de leden bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° ;

2° een ondervoorzitter of ondervoorzitter onder de leden bedoeld in het eerste lid, 8°.

De vaste leden zijn stemgerechtigd, met uitzondering van de leden bedoeld in het eerste lid, 1°, 4°, 5°, 7° en 9°.

§ 2. Elke Onderwijskamer bestaat ook uit de volgende uitgenodigde leden:

1° twee vertegenwoordigers (sters) van het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

2° twee vertegenwoordigers (sters) van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° de vertegenwoordiger (ster) van een vestigingsplaats gelegen in de betrokken zone maar waarvan het onderwijsnet niet vertegenwoordigd is in de zoneraad;

4° elke persoon wiens expertise de Onderwijskamer nuttig acht voor haar beraadslagingen.

De uitgenodigde leden hebben een raadgevende stem.

§ 3. Voor elk lid van de Onderwijskamer wordt een plaatsvervangend lid benoemd. De plaatsvervanger van de voorzitter zetelt niet in de hoedanigheid van voorzitter.

**Art. 30.** In elke onderwijskamer wordt een bureau opgericht.

Het Bureau helpt bij de voorbereiding van de werkzaamheden van de Onderwijskamer, in het kader van zijn opdrachten bedoeld in hoofdstuk 2.

Het Bureau bestaat uit de volgende leden van de Onderwijskamer:

1° het lid bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, 1° ;

2° de drie ondervoorzitters (sters) bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid;

3° twee vertegenwoordigers (sters) van de categorie bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, 3°;

4° het lid bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, 4° ;

5° twee vertegenwoordigers(sters) van de categorie bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, 6°.

HOOFDSTUK 2 — *Opdrachten*

**Art. 31.** § 1. In het kader van het bestuur van het kwalificerend secundair onderwijs heeft elke onderwijskamer de volgende opdrachten :

1° een met redenen omkleed advies uitbrengen over de aanvragen van scholen tot het programmeren van gegroepede basisopties overeenkomstig artikel 12 ;

2° een met redenen omkleed advies uitbrengen over de offertes die de scholen indienen in het kader van een aanbesteding overeenkomstig artikel 18, § 3 ;

3° het ondersteunen van de ontwikkeling en uitvoering van het plan voor de herstructurering van het aanbod van gekwalificeerd secundair onderwijs in de scholen die genieten van de afwijking bepaald in artikel 26.

Elke onderwijskamer heeft de volgende opdrachten :

1° op verzoek van de Regering alle analyses uitvoeren waarvoor de Onderwijskamer expertise heeft;

2° de ontdekking, de bevordering en de waardering van het gekwalificeerd secundair onderwijs tussen netten aanmoedigen.

§ 2. Elke onderwijskamer kan, binnen de perken van de haar toegewezen middelen en met de toestemming van de Algemene Administratie Onderwijs, acties en/of projecten initiëren of eraan deelnemen die, tussen de netten, de ontdekking, bevordering of waardering van het kwalificerend secundair onderwijs stimuleren.

Acties en/of projecten kunnen gezamenlijk worden uitgevoerd door verschillende onderwijskamers.

Elke onderwijskamer moet advies vragen aan de Algemene Administratie Onderwijs om de relevantie van de geplande acties en/of projecten te verifiëren en om dubbel werk te voorkomen.

Elk jaar in maart dient elke Onderwijskamer een activiteitenverslag in bij de regering over de acties en/of projecten die het voorbije kalenderjaar werden uitgevoerd.

HOOFDSTUK 3 — *Essentiële werkingsprocedures*

**Art. 32.** Alle beslissingen van de Onderwijskamer worden genomen bij consensus van de aanwezige stemgerechtigde vaste leden van de categorieën bedoeld in artikel 29, § 1. Indien geen consensus kan worden bereikt, worden de beslissingen genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige en stemgerechtigde vaste leden.

**Art. 33.** § 1. De Onderwijskamer vergadert wanneer de uitvoering van dit decreet het vereist en minstens drie keer per schooljaar.

De voorzitter van de Onderwijskamer roept de vergaderingen van de Onderwijskamer bijeen op eigen initiatief of op verzoek van ten minste twee vertegenwoordigers van de in artikel 29, § 1, bedoelde categorieën. De voorzitter van de Onderwijskamer roept de vergaderingen van het bureau bijeen op eigen initiatief of op verzoek van ten minste twee van haar leden.

In de oproepingsbrieven worden de datum, tijd en plaats van de vergaderingen en de agenda vermeld. Ze worden ten minste vijf schoolwerkdagen voor de vergaderdatum elektronisch verzonden.

Ontwerpen van notulen van de vergaderingen worden binnen zeven dagen na elke vergadering naar alle betrokken leden gestuurd.

Vergaderingen van de Onderwijskamers en van de Bureaus zijn niet openbaar.

§ 2 De Regering kan de bijkomende nadere regels voor de werking van de onderwijskamers bepalen en stelt een model van gemeenschappelijk huishoudelijk reglement vast.

**Art. 34.** Een totale envelop van 1,878 miljoen euro wordt toegewezen aan de volgende uitgavencategorieën:

1° de werkingskosten van elk van de Onderwijskamers ;

2° de aanvullende lestijden bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, 2°, c) ;

3° de acties en/of projecten die, tussen de netten, de ontdekking, bevordering of waardering van het kwalificerend secundair onderwijs overeenkomstig artikel 31, § 1, tweede lid, 2°, aanmoedigen.

Elk jaar bepaalt de regering de verdeling van de totale envelop over de uitgavencategorieën bedoeld in het eerste lid. Op basis van deze verdeling :

1° worden de middelen toegewezen ter dekking van de werkingskosten bedoeld in het eerste lid, 1° gelijk verdeeld tussen de onderwijskamers ;

2° worden de middelen voor de uitgaven bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, verdeeld op basis van het aandeel van de leerlingen die in de zone het kwalificerend secundair onderwijs volgen ten opzichte van de leerlingen die in alle zones het kwalificerend secundair onderwijs volgen.

TITEL 6 — *WIJZIGINGS-, OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN*HOOFDSTUK 1 — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 35.** Artikel 24, § 7, a), van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt vervangen door wat volgt:

“a) elke nieuwe oprichting van een graad, studiejaar of optie, in strijd met de programmeringsregels bepaald in de artikelen 24 en 25 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan alsook in de artikelen 9 en 15 van het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepede basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan of met de te bereiken oprichtingsnormen, betekent dat leerlingen die deze graad, dit leerjaar of deze optie volgen, niet in aanmerking worden genomen bij de berekening van de werkingssubsidies, van het totaal aantal leraar-lestijden en van de personeelsformatie van de personeelsleden die geen docenten zijn. In elk geval wordt deze graad, dit studiejaar of deze optie afgesloten op het einde van het betrokken schooljaar. Anders verliest de school het recht op werkingssubsidies”.

**Art. 36.** Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt vervangen als volgt :

"In de tweede graad van het doorstromingsonderwijs is een minimum van 12 leerlingen vereist voor een basisoptie".

**Art. 37.** Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 5. In de derde graad zijn vereist :

1° in leerjaar 5, minstens tien leerlingen voor een gewone basisoptie of een gegroepeerde basisoptie georganiseerd in leerjaren 5 en 6 van het doorstromingsonderwijs;

2° in het 7de voorbereidend jaar van het hoger onderwijs (7 PES) of in het 7de beroepsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs (7 PC), ten minste acht leerlingen;"

**Art. 38.** Artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het vorige lid is geen oprichtingsnorm vereist voor de tweede graad van het technisch kwalificatieonderwijs, het kwalificatiekunstonderwijs en het beroepsonderwijs".

**Art. 39.** Artikel 9 van het koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 9. Elke gegroepeerde basisoptie die uitsluitend alternerend wordt georganiseerd in de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs of van het beroepsonderwijs, moet in het 4e leerjaar ten minste 4 leerlingen tellen.

Elke gegroepeerde basisoptie die uitsluitend alternerend in het 7de vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs wordt georganiseerd, moet ten minste 4 leerlingen tellen. Het geheel van de gegroepeerde basisopties die uitsluitend alternerend in het 7de jaar van het beroepsonderwijs georganiseerd wordt, moet ten minste vier leerlingen tellen. Wat betreft het 7de vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs en het 7de jaar van het beroepsonderwijs, kan dit minimum echter verhoogd worden tot 3 leerlingen of één leerling indien gebruik gemaakt wordt van de mogelijkheid voorzien in artikel 8, § 1, tweede lid, 3° b) of c) van het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan ".

**Art. 40.** Artikel 2*quinquies*, § 1 van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Elke inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan die hoofd van of een medewerkend is van een centrum voor opvoeding en opleiding in het alternerend onderwijs, kan, met inachtneming van de besluitvormingsprocedures vastgesteld door zijn inrichtende macht, aan de directieraad voorstellen om een optie te organiseren die zij reeds organiseert op de tweede en derde graden in het onderwijs met volledig leerplan met inachtneming van de regels gebonden aan de behoudsnormen. Op dezelfde wijze kan hij de directieraad voorstellen een optie die voorkomt in het register van opties voor het onderwijs met volledig leerplan, te programmeren op de tweede en derde graden.

In beide gevallen, als directieraad ermee instemt, creëert of behoudt de inrichting de optie in kwestie, hetzij in de twee vormen van volledige leerplan en van de alternerend opleiding of in slechts één van de twee. Alle procedures met betrekking tot programmering en behoud vastgelegd in het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan, en tot afwijking en omvorming in het secundair onderwijs met volledig leerplan vastgesteld door of met toepassing van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs, alsook op de verschillende normen die erop betrekking hebben, met uitzondering van de minimumbevolking per gegroepeerde basisoptie wanneer dit enkel alternerend wordt georganiseerd in de leerjaren 4, 5 en 6 van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs, in de leerjaren 4, 5 en 6 van het beroepsonderwijs, in leerjaar 7 van het technisch onderwijs of in leerjaar 7 van het beroepsonderwijs. Deze minimumbevolking is vastgelegd in het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982. Een leerling van het Centrum voor opvoeding en opleiding in het alternerend onderwijs wordt voor al deze procedures gelijkgesteld met een leerling met volledig leerplan. Wanneer de oprichting uitsluitend de vorm aanneemt van alternerend onderwijs en wanneer, met toepassing van artikel 2*ter*, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, het opleidingsjaar verloopt volgens andere nadere regels dan die van de schoolkalender, moet de norm bereikt zijn op het ogenblik van de oprichting en wordt de administratie hiervan minstens één maand voor het begin van de nieuwe opleiding op de hoogte gebracht.

De indiening van de dossiers behoort tot de bevoegdheid van de inrichting waar de optie georganiseerd is.

De toelating tot subsidiëring van nieuwe gegroepeerde basisopties wordt automatisch onderzocht door de diensten van de regering op het einde van het programmeringsproces. De diensten van de regering onderzoeken eveneens automatisch de toelating tot subsidiëring in geval van splitsing van een gegroepeerde basisoptie die reeds in het onderwijs met volledig leerplan wordt georganiseerd, overeenkomstig de procedure bepaald in de artikelen 19 tot 21 van het voornoemde decreet van 22 juni 2023 .".

**Art. 41.** Artikel 1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid zijn dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten slechts van toepassing op het kwalificerend secundair onderwijs voor zover zij niet specifiek geregeld zijn bij of krachtens het decreet 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan."

**Art. 42.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Er is geen minimumbevolking vereist voor de tweede graad van het technisch kwalificatieonderwijs, het kwalificatiekunstonderwijs en het beroepsonderwijs".

**Art. 43.** Artikel 19, § 5, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De bepalingen opgenomen in de vorige leden zijn niet langer van toepassing op de gegroepeerde basisopties bedoeld in het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan, vanaf de eerste dag van het schooljaar 2023-2024.



**Art. 44.** In artikel 25 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 16 juni 2016 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt vervangen door :

“Voor de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025 is de organisatie of toelating tot subsidies van nieuwe gegroepede basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs onderworpen aan de toestemming van de Regering.

Voor het schooljaar 2023-2024 kan deze toestemming alleen in de volgende gevallen worden verleend:

1° een gegroepede basisoptie die de inrichtende macht heeft voorgesteld op te richten in het 4de of 5de leerjaar, overeenkomstig artikel 24, § 2, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° een gegroepede basisoptie R<sup>2</sup> dat in de 2de of 3de graad is goedgekeurd voor het schooljaar 2022-2023 en die niet in 2022-2023 kon worden georganiseerd;

3° een gegroepede basisoptie die de inrichtende macht voorstelt op te richten ter vervanging van een gegroepede basisoptie die hij opheft en die op 1 oktober van het lopende schooljaar nog leerlingen telt, met naleving van de elementen vermeld in het zevende lid en volgende;

4° een gegroepede basisoptie die voor het eerst in het repertorium wordt opgenomen vanaf 1 september 2014 en betrekking heeft op een opkomend beroep, d.w.z. een beroep waarvoor het S.F.M.Q. een opleidingsprofiel heeft voorgesteld, en die gekoppeld is aan een optie die nog nooit in het repertorium is voorgekomen en niet het resultaat is van de omzetting van een optie in het bestaande register;

5° een gegroepede basisoptie in een school die opgericht is en die voor het eerst een 3de, 4de of 7de leerjaar organiseert;

6° om uitzonderlijke en gerechtvaardigde redenen, een gegroepede basisoptie die onvoldoende vertegenwoordigd is in een regio, of een gegroepede basisoptie die noodzakelijk is om de continuïteit van de opleiding te waarborgen voor de leerlingen van het vierde of zesde leerjaar van de inrichting, respectievelijk het vijfde of zevende leerjaar van het beroepsonderwijs van het type B, of om het voortbestaan van een inrichting te verzekeren, ongeacht het net ervan” ;

2° Artikel 25 wordt aangevuld als volgt :

“Voor het schooljaar 2024-2025 mag de regering alleen toestemming geven in de volgende gevallen:

1° een gegroepede basisoptie die werd toegestaan voor het schooljaar 2023-2024 maar die niet kon worden georganiseerd in 2023-2024;

2° een gegroepede basisoptie die betrekking heeft op een opkomend beroep, d.w.z. een beroep waarvoor het S.F.M.Q. een opleidingsprofiel heeft voorgesteld, en die gekoppeld is aan een optie die vóór 1 september 2014 nog nooit in het register is voorgekomen en die niet voortvloeit uit de omzetting van een optie van het bestaande register.

De Regering keurt, op basis van de adviezen die de Onderwijskamers op eigen initiatief uitbrengen, de stimulansen goed voor de oprichting, het behoud of de sluiting van een gegroepede basisoptie voor het schooljaar 2023-2024. De Regering keurt ook de budgetten goed die door de Onderwijskamers worden uitgetrokken voor collectieve acties en projecten die tot doel hebben om, tussen netten, de ontdekking, de bevordering en de waardering van het kwalificerend onderwijs aan te moedigen voor het schooljaar 2023-2024.

De stimulansen die door de regering werden toegestaan voor de oprichting van een gegroepede basisoptie en die werden gegeven voor het schooljaar 2023-2024 zijn ook geldig voor het schooljaar 2024-2025.

Gegroepede basisopties kunnen worden geopend met verwijzing naar 60% van de oprichtingsnorm.

De stimuleringsmaatregelen worden vanaf het schooljaar 2025-2026 afgeschaft.

**Art. 45.** In artikel 6, § 1, eerste lid, 2°, a), van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden “door 8, 12 of 16 jaar” vervangen door de woorden “door 8, 12, 16 of 20 jaar”.

**Art. 46.** In artikel 12, § 1, eerste tot vierde lid, van hetzelfde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste vier leden, worden 6°, 7° en 8° opgeheven ;

2° in het eerste lid worden 12°, 13° en 14° worden vervangen als volgt :

“12° derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs: 15 leerlingen ;

13° derde graad van de kwalificatieafdeling van het kunstsonderwijs: 15 leerlingen ;

14° derde graad van het beroepsonderwijs: 15 leerlingen; ” ;

3° in het tweede lid, worden 12°, 13° en 14° vervangen als volgt :

“12° derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs: 20 leerlingen ;

13° derde graad van de kwalificatieafdeling van het kunstsonderwijs: 20 leerlingen ;

14° derde graad van het beroepsonderwijs: 20 leerlingen; ” ;

4° in het derde lid worden 12°, 13° en 14° vervangen als volgt :

“12° derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs : 12 leerlingen ;

13° derde graad van de kwalificatieafdeling van het kunstsonderwijs: 12 leerlingen ;

14° derde graad van het beroepsonderwijs: 12 leerlingen; ;

5° in het vierde lid worden 12°, 13° en 14° vervangen als volgt :

“12° derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs: 20 leerlingen ;

13° derde graad van de kwalificatieafdeling van het kunstsonderwijs: 20 leerlingen ;

14° derde graad van het beroepsonderwijs : 20 leerlingen;”.

**Art. 47.** Artikel 43, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt opgeheven.

**Art. 48.** In artikel 4, § 3, van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt 12° vervangen als volgt :

“12° “Kwalificatieprofiel” bepaald in artikel 2, 5° van het decreet van 20 juli 2022 betreffende het traject van kwalificerend onderwijs (PEQ);”.

**Art. 49.** Het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, wordt opgeheven.

**Art. 50.** In artikel 7, § 1, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2022 betreffende het traject van kwalificerend onderwijs wordt de zin “In het vierde jaar wordt ten minste één kwalificatieproef georganiseerd.” vervangen door de zin “In het vierde jaar wordt ten minste één kwalificatieproef georganiseerd, met uitzondering van gegroepeerde basisopties die in het vierde jaar geen eenheden van leerresultaten opnemen in het kwalificatieprofiel”.

**Art. 51.** Artikel 57 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Er wordt gebruik gemaakt van het leerdossier van de leerling bedoeld in artikel 8 vanaf het schooljaar 2024-2025.

**Art. 52.** In artikel 1.5.3-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt paragraaf 2 aangevuld met 14°, luidend als volgt :

“14° jaarlijks informatie ontvangen, in het geval van secundaire scholen, over de oprichting van een nieuw aanbod van opties en over de sluiting van opties georganiseerd binnen de school.”.

#### HOOFDSTUK 2 — *Overgangsbepalingen*

**Art. 53.** § 1. De gegroepeerde basisopties die tijdens het schooljaar 2022-2023 worden geschorst, zijn vanaf 15 januari 2024 onderworpen aan de behoudsnorm bedoeld in artikel 23.

§ 2. De locatie van de vestigingsplaatsen waarbinnen een gegroepeerde basisoptie wordt georganiseerd, is vastgesteld op 15 januari 2023 en kan na deze datum niet meer worden gewijzigd.

Als een gegroepeerde basisoptie op 15 januari 2023 per studiejaar in verschillende vestigingsplaatsen wordt georganiseerd, wordt de locatie bepaald met betrekking tot de vestigingsplaats waar het 6de studiejaar wordt georganiseerd.

Als een gegroepeerde basisoptie op 15 januari 2023 op meer dan één vestigingsplaats wordt georganiseerd, mag deze nog steeds op elk van de betrokken vestigingsplaatsen worden georganiseerd. Als de behoudsnorm bedoeld in artikel 23 echter niet meer wordt gehaald op de vestigingsplaats, mag de gegroepeerde basisoptie vanaf het volgende schooljaar nog slechts op één vestigingsplaats worden georganiseerd. De keuze van de overblijvende vestigingsplaats wordt overgelaten aan de inrichtende macht.

**Art. 54.** Overeenkomstig artikel 5 neemt het Parlement uiterlijk op 14 mei 2025 een decreet aan tot vaststelling van het repertorium van de gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoria van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs, wordt bevestigd.

In afwachting van de aanneming van het decreet bedoeld in het eerste lid, blijft het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoria van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs van toepassing.

**Art. 55.** Voor de gegroepeerde basisopties die in aanmerking komen in het traject van het kwalificerend onderwijs voor de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025 overeenkomstig artikel 56, § 2, van het decreet van 20 juli 2022 betreffende traject van het kwalificerend onderwijs, zijn de oprichtingsnormen van toepassing in het 4e leerjaar als volgt :

	Gegroepeerde basisopties « Gemeenschappelijke thema's »	Gegroepeerde basisopties buiten gemeenschappelijke thema's
Minimumaantal leerlingen in leerjaar 4 in de gegroepeerde basisoptie	10	12

**Art. 56.** De samenwerkende instellingen van een CEFA die op 29 augustus 2023 bij afvaardiging een gegroepeerde basisoptie alternerend organiseerden die bestond in een van de samenwerkende instellingen van dezelfde CEFA die deze optie niet in de vorm van alternerend opleiding wenste te organiseren, zijn gemachtigd om deze optie vanaf 28 augustus 2023 uitsluitend in de vorm van alternerend leren te blijven organiseren, voor zover de directieraad van de CEFA hiermee instemt.

#### HOOFDSTUK 3 — *Slotbepalingen*

**Art. 57.** § 1. Om de vier jaar evalueert de Regering de uitvoering van de bepalingen van dit decreet en legt zij een verslag voor aan het Parlement. In voorkomend geval gaat het verslag vergezeld van voorstellen voor eventueel noodzakelijke aanpassingen.

De evaluatie bedoeld in het eerste lid vindt voor het eerst plaats in het schooljaar 2027-2028.

§ 2. Een tussentijdse evaluatie die specifiek betrekking heeft op de afwijking bedoeld in artikel 23, § 2, eerste lid, 2°, wordt uitgevoerd in de loop van 2026.

Deze tussentijdse evaluatie zal worden uitgevoerd op basis van een advies van de Algemene Raad voor Secundair Onderwijs, dat ten laatste op 30 juni 2026 aan de Regering zal worden voorgelegd, en waarin een overlegregeling tussen de inrichtende machten op zonaal niveau zal worden voorgesteld die het mogelijk moet maken de nodige bepalingen vast te stellen met het oog op de afschaffing van voornoemde afwijking vanaf het begin van het schooljaar 2027.

**Art. 58.** Artikel 8, § 1, eerste lid, 2°, treedt in werking op 25 augustus 2025.

**Art. 59.** De artikelen 15 tot en met 18 en 34 treden in werking op 1 november 2024.

**Art. 60.** Titel 5 en artikel 49 treden in werking op 1 november 2023.

**Art. 61.** Artikel 47 treedt in werking op 29 augustus 2023.

**Art. 62.** Met uitzondering van de datum van inwerkingtreding bepaald in de artikelen 58 tot 61, treedt dit decreet in werking op 28 augustus 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 juni 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-  
Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 546-1. – Commissieamendement(en), nr. 546-2 – Commissieverslag, nr. 546-3 – Vergaderingsamendement(en), nr. 546-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 546-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 21 juni 2023.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/43261]

**15 JUNI 2023.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2019 portant exécution de l'ordonnance du 21 décembre 2018 modifiant le Code bruxellois du Logement afin de renforcer la lutte contre la discrimination dans l'accès à un logement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, article 214<sup>ter</sup>, tel que modifié par l'article 18 de l'ordonnance du 9 juin 2022 modifiant le Code bruxellois du logement en matière d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes et de lutte contre la discrimination ;

Vu l'arrêté d'exécution du 21 mars 2019 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 21 décembre 2018 modifiant le Code bruxellois du logement afin de renforcer la lutte contre la discrimination dans l'accès au logement ;

Vu le test égalité des chances réalisé le 27 janvier 2023 en application de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 15 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 20 mars 2023 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif du Logement donné le 21 avril 2023 ;

Vu l'avis n°73.462/3 de la section de Législation du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le Gouvernement s'est fixé comme objectif dans sa déclaration de politique générale pour la législature 2019 – 2024 de garantir l'égalité des droits et lutter efficacement contre les discriminations notamment en renforçant les dispositifs de lutte contre les discriminations ;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/43261]

**15 JUNI 2023.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2019 houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 december 2018 tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode teneinde de strijd tegen discriminatie bij de toegang tot huisvesting te versterken

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 214<sup>ter</sup> van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, gewijzigd door artikel 18 van de ordonnantie van 9 juni 2022 houdende wijziging van de Brusselse Huisvestingscode met het oog op de gelijke behandeling van vrouwen en mannen en discriminatiebestrijding;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 21 maart 2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 december 2018 tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode om de strijd tegen discriminatie bij de toegang tot huisvesting te versterken;

Gelet op de gelijke kansen test uitgevoerd op 27 januari 2023 in toepassing van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 15 februari 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 20 mars 2023;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Huisvesting, uitgebracht op 21 april 2023;

Gelet op het advies nr. 73.462/3 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Regering zich in haar algemene beleidsverklaring voor de legislatuur 2019-2024 tot doel heeft gesteld gelijke rechten te waarborgen en discriminatie doeltreffend te bestrijden, met name door de maatregelen ter bestrijding van discriminatie te versterken;